

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'EXPLOITATION DES MINES

PAR L'ÉTAT

MINES FISCALES DE LA PRUSSE

ET

RÉGIME MINIER FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 6 juin 1901, à 2 heures 1/2

PAR

PAUL WEISS

INGÉNIEUR AU CORPS DES MINES

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants { MM. SAUZET, professeur.
BOURGUIN, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'EXPLOITATION DES MINES

PAR L'ÉTAT

MINES FISCALES DE LA PRUSSE

ET

RÉGIME MINIER FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 6 juin 1901, à 2 h. 1/2



PAR

PAUL WEISS

INGÉNIEUR AU CORPS DES MINES

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants { MM. SAUZET, professeur.
BOURGUIN, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

P. W.

BIBLIOGRAPHIE

Aguillon. — Législation des mines.

Comité central des houillères de France. — Circulaires.

Paul des Rousiers. — Les Cartells. *Revue de Paris*, 1901.

Fèvre et Cuvelette. — Notice sur les bassins houillers du Pas-de-Calais et du Boulonnais.

De Récy. — La propriété des mines. *Revue des Deux-Mondes*, 1889.

Labaud. — Deutsches Staatsrecht.

Dupont. — Cours de législation des mines.

Dalloz. — Propriété des mines.

Documents parlementaires. — France. Chambre des députés de 1870 à 1900.

Documents parlementaires. — Prusse. Budgets des mines fiscales de 1876 à 1900. Compte rendu du Ministre du commerce.

(Nachrichten von dem Betriebe der unter der preussischen Berg, Hütten und Salinenverwaltung stehenden Staatswerke).

Zeitschrift für das Berg, Hütten und Salinenwesen im Preussischen Staate. Glück auf.

Bailly. — L'avenir économique et financier de l'industrie houillère.

L'EXPLOITATION DES MINES

PAR L'ÉTAT

MINES FISCALES DE LA PRUSSE ET RÉGIME MINIER FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE DES MINES.

L'industrie des mines a pris au cours du XIX^e siècle un développement prodigieux ; la valeur de la production annuelle des différents pays du globe en combustibles et minerais de toute nature dépasse 9 milliards de francs dont 6 milliards environ de houille, 1.200 millions d'or, 800 millions d'argent, et un milliard de minerais divers.

L'industrie des mines constitue donc une source de richesse considérable pour les pays qui s'y adonnent, et le législateur doit se préoccuper non seulement d'éviter toute mesure pouvant diminuer sa vitalité, mais de l'aider dans son développement en lui assurant la plus grande somme d'avantages possible.

En France, sous l'empire de la loi de 1810, qui a forte-

ment organisé la propriété minière en lui assurant les mêmes avantages qu'à la propriété de droit commun, l'industrie des mines n'a cessé de prospérer, et elle est aujourd'hui bien près du maximum de développement que comporte la composition géologique du sous-sol. Les gisements de houille notamment, ont été mis en valeur, avec une très grande activité ; la production annuelle de la France, 33 millions de tonnes de houille, représente sur les lieux d'extraction une valeur de plus de 400.000.000 de francs ; quant aux mines métalliques, en dehors de la région privilégiée des mines de fer de Meurthe-et-Moselle, elles n'ont qu'une importance très secondaire, les minerais étant généralement trop peu abondants et trop pauvres pour permettre, malgré les protections douanières, la concurrence contre les produits des pays étrangers, principalement de l'Amérique, à laquelle la nature a si libéralement octroyé les richesses minérales.

Les mines de houille qui occupent le premier rang dans l'industrie minière française sont groupées dans quelques régions bien limitées du territoire ; elles ont donné naissance à des agglomérations puissantes, et ce sont elles qui, en raison de la prospérité extraordinaire de quelques sociétés, ont toujours attiré l'attention du public et du Parlement.

Leur exploitation représente le type de la grande industrie avec tous ses avantages et ses inconvénients ; aussi n'est-il pas étonnant que, dans la période de transformation économique et sociale que nous traversons, elles

aient été l'objet des plus vives attaques. De toutes parts, hommes politiques et publicistes se sont élevés contre leur soi-disant monopole et l'écho de leurs réclamations s'est traduit au Parlement par de nombreuses propositions tendant à modifier la loi fondamentale qui régit l'institution de la propriété minière.

Dès 1873, l'Assemblée nationale décide la nomination d'une commission de 15 membres chargée d'étudier l'état de l'industrie houillère et de rechercher les mesures à prendre pour la mettre à même de pourvoir aux besoins de la consommation. En 1877, MM. Paris et Caillaux déposent au nom du gouvernement un projet de révision complète de la loi des mines ; leur tentative de réforme ayant échoué devant l'opposition du Conseil d'Etat, M. de Freycinet présente au Sénat un projet de modifications restreintes qui aboutit à la loi du 27 juillet 1880.

Depuis, la législation des mines est constamment remise en question et les projets de réforme du régime minier ne se comptent plus. En 1884, MM. Brousse et Girodet demandent que toutes les concessions de mines soient rapportées et attribuées à l'Etat ; en 1886, c'est M. Baïhaut au nom du gouvernement, puis MM. Laur, Desjardin-Verkinder et Wickersheimer qui proposent la réforme complète de la loi de 1810 ; en 1892, c'est M. Tolain qui veut la nomination des directeurs de mines par l'Etat ; en 1893 M. Goblet, puis M. Jonnart tentent vainement à leur tour de refaire la loi des mines ; en 1894, MM. Jaurès et Guesde réclament la restitution à la nation et aux travailleurs, de la propriété du sous-sol.

La loi de 1810 survit encore malgré tant d'attaques.

Le principe fondamental qu'elle a posé est la séparation du sol et du sous-sol et la constitution d'une propriété minière distincte de la propriété superficielle et jouissant des mêmes avantages.

Personne ne songe plus à contester la nécessité de rendre la mine indépendante de la surface, principe fécond que se sont approprié au cours de ce siècle presque toutes les législations de l'Europe continentale ; mais si l'accord existe sur ce point, les opinions les plus diverses se sont, au contraire, fait jour sur le mode de concession ou d'exploitation de la propriété minière.

Le législateur de 1810 avait donné à l'Etat le droit qui peut paraître exorbitant de concéder les mines suivant son bon plaisir.

On a proposé de supprimer ce pouvoir discrétionnaire et d'obliger l'Etat soit à concéder la mine à son inventeur, soit à la mettre en adjudication. Ces modifications, si elles étaient acceptées, auraient une importance plus théorique que pratique ; car en fait, les gouvernements qui se sont succédé en France, éclairés par les avis du Conseil d'Etat et du Conseil général des mines, ont toujours concédé les mines à ceux qui les avaient méritées par leur travail ; d'autre part, sauf de rares exceptions, le sous-sol de la France est si connu que suivant toute vraisemblance il ne contient plus de gisements importants qui ne soient déjà appropriés.

A côté des systèmes dont le principe est le maintien de

la propriété minière individuelle (concession ou adjudication) se sont fait jour les théories sur la transformation de l'industrie extractive en une industrie d'Etat, régie par les principes de la démocratie socialiste. L'Etat reprendrait les mines moyennant indemnité selon les uns, par simple confiscation selon les autres et concentrerait entre ses mains l'ensemble de la production houillère du pays : toute concurrence intérieure serait supprimée. La concurrence étrangère serait écartée par des tarifs douaniers ; l'Etat fixerait les prix de vente et les salaires.

Une autre solution a eu ses jours de vogue : « La mine aux mineurs », l'exploitation des mines par les associations ouvrières. Quelques sociétés coopératives ont tenté l'expérience dans de petites exploitations du bassin de la Loire, sans grand succès d'ailleurs. Un examen réfléchi montre que ce système est absolument impraticable pour la mise en valeur d'une mine un peu importante, en raison de la grande dépense de capitaux qu'elle exige avant d'entrer dans la période d'exploitation rémunératrice ; les ouvriers, même constitués en syndicat bien organisé, ne seraient pas en mesure d'y pourvoir, et ils ne pourraient sortir victorieusement de l'ère des difficultés financières qui marque presque toujours les débuts d'une exploitation.

Telles sont, résumées en quelques mots, les principales théories qui cherchent dans la modification des principes fondamentaux de la loi de 1810 la solution de la question minière.

Leur diversité même prouve la complication des problè-

mes à résoudre. Trois sortes d'intérêts également légitimes se trouvent effectivement en présence :

L'intérêt des propriétaires des mines, qui ont par leur intelligence et leur activité, développé les travaux et ont risqué des sommes considérables pour la mise en valeur des gisements.

L'intérêt des ouvriers mineurs, qui forment une classe laborieuse et particulièrement intéressante de la population industrielle française.

L'intérêt de la nation, pour laquelle il est de la plus haute importance d'avoir du combustible en abondance et à bon marché.

Ces intérêts sont d'autant plus difficilement conciliables que les mines présentent des particularités qui les différencient de toutes les autres industries.

L'écart entre le prix de vente et le prix de revient des produits est en général minime ; la main-d'œuvre a une importance prépondérante dans les travaux d'extraction et représente plus des deux tiers des frais d'exploitation ; enfin l'étendue des gisements est limitée et ne permet pas un développement indéfini de la production.

Il en résulte qu'entre patrons et ouvriers la fixation des salaires est particulièrement délicate. Toute diminution des prix de vente a pour conséquence l'obligation pour les propriétaires de diminuer les prix de revient, ce qui ne peut s'obtenir qu'en abaissant les salaires ou tout au moins en demandant aux ouvriers un effort plus considérable à salaire égal.

C'est là qu'il faut rechercher l'origine de ces nombreuses crises ouvrières qui ont dans le pays un si pénible retentissement.

Entre les propriétaires et ouvriers des mines d'une part, et les consommateurs d'autre part, l'antagonisme est plus profond encore. Les uns veulent le charbon cher, les autres, le charbon à bon marché. Le prix de la houille, élément primordial de toute l'industrie, est forcément l'objet de discussions sans fin.

Jusqu'à présent, en France, les prix de vente se réglaient non seulement par la concurrence étrangère, mais surtout par la concurrence intérieure entre les divers producteurs. Le législateur ayant toujours jalousement veillé à entraver toute union entre les charbonnages et à empêcher toute tentative d'accaparement des houilles, les mines sont restées isolées ; aucune entente sérieuse et loyale pour les ventes ne s'est établie ; il en est résulté une concurrence intérieure effrénée et une baisse de prix considérable pendant les périodes de crise économique ; pendant les périodes de prospérité au contraire, la hausse s'est produite sans mesure et le prix des houilles s'est élevé à une hauteur compromettante pour l'industrie.

Depuis un an, notamment, la pénurie de houille s'est fait durement sentir ; les besoins de la consommation s'étant subitement accrus, la production n'a pu suivre le courant, et la France, de même que l'étranger, a subi une crise comparable, comme intensité, à celle de 1873.

Depuis le commencement de 1901, la situation s'est un

peu améliorée, mais il est à craindre que nous soyons définitivement entrés dans la période des charbons chers ; la consommation augmente régulièrement tous les ans, tandis que les gisements connus en France ne sont pas susceptibles d'un développement rapide.

L'élévation du prix des houilles, qui est supportable lorsqu'elle est généralisée dans tous les pays, risque, si elle devient permanente en France, de compromettre la prospérité de l'industrie nationale, et, par contre-coup, celle des houillères elles-mêmes.

Il paraît évident qu'il serait de l'intérêt bien entendu, aussi bien des producteurs que des consommateurs, de ramener d'une façon permanente le cours des houilles à un taux normal, laissant un bénéfice rémunérateur pour les mines, mais cessant de mettre l'industrie du pays en état d'infériorité par rapport aux pays voisins.

La régularisation des prix de vente, voilà le but à poursuivre aussi bien pour maintenir la paix entre ouvriers et patrons, que pour donner satisfaction aux légitimes revendications des consommateurs.

Les associations de producteurs pour la réglementation artificielle des prix de vente étant interdites en France par l'article 419 du Code pénal (dont l'abrogation serait difficilement admise par l'opinion publique), il est peu probable que les mines, sans aucun engagement contractuel les unes vis-à-vis des autres, consentent à se priver du maximum des bénéfices à tirer de leurs concessions ; même en étant animées du désir de ne pas exagérer les cours, il

suffirait que l'une d'elles se laissât aller à abuser de la situation, pour entraîner toutes les autres.

Aussi l'intervention de l'Etat est-elle et sera-t-elle de jour en jour réclamée plus énergiquement de tous côtés. Déjà les pouvoirs publics se préoccupent de diminuer les tarifs de transport des houilles, et de supprimer les droits de douane, de manière à faciliter les approvisionnements des industriels du centre et du midi, en charbons tant français qu'étrangers.

Pour les interventionnistes à outrance, ce n'est point suffisant ; ils voudraient une action plus directe de l'Etat sur l'industrie minière et réclament l'exploitation en régie d'un certain nombre de concessions, de manière à influencer sur les autres exploitations et à maintenir les cours des houilles à des taux raisonnables.

L'opinion publique, qui tend de plus en plus à considérer l'intervention de l'Etat comme une panacée universelle, ne serait pas éloignée d'admettre non seulement qu'on éviterait ainsi les grèves et les luttes sociales qui ont tant de fois retenu l'attention du pays et des pouvoirs publics, mais que l'Etat seul peut gérer en « bon père de famille » le patrimoine minier du pays dont l'importance est si grande pour la prospérité de la nation.

Cette absorption par l'Etat de l'industrie des mines aurait, sur tout notre régime économique, une influence profonde : ce serait le premier pas vers la socialisation des moyens de production.

Aussi avant d'entreprendre une réforme dont les con-

séquences générales peuvent être aussi graves, importe-t-il de se rendre compte le plus exactement possible des résultats qu'on peut espérer de la gestion directe de l'Etat.

Nos voisins des bords du Rhin en ont fait depuis longtemps l'expérience. La Prusse, aussi bien que la plupart des Etats de la Confédération germanique, possède un domaine minier qu'elle exploite en régie.

Les résultats de cette gestion directe paraissent avoir été assez heureux au cours des dernières années.

La crise récente qui a été si aiguë en Angleterre, en France et en Belgique, pays individualistes où la liberté de production et de vente est complète, a été en effet beaucoup moins forte en Allemagne où l'association d'une part et le socialisme d'Etat, d'autre part, limitaient la liberté des exploitants.

En conséquence, il nous a paru intéressant de rechercher comment l'Etat est arrivé, en Allemagne, à se créer un domaine minier, et d'étudier, d'après les résultats obtenus pratiquement, les avantages et les inconvénients de l'exploitation fiscale ; nous nous efforcerons de comparer la gestion de l'Etat aux entreprises similaires de l'industrie privée en vue de dégager dans la mesure du possible les principes dont s'inspire le gouvernement prussien en matière d'industrie d'Etat ; peut-être pourrons-nous tirer de cet examen des renseignements utiles pour la grande discussion toujours ouverte sur le régime de l'exploitation de nos mines.

Nous étudierons plus spécialement les mines fiscales du bassin de Sarrebrück, qui ont appartenu à la France pendant une période, malheureusement trop courte et dont les conditions d'exploitation, le gisement, la population ouvrière et les habitudes industrielles et commerciales, ont tant d'analogie avec celles de nos bassins français.

CHAPITRE II

LE DOMAINE MINIER DE L'ÉTAT PRUSSIE.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'industrie extractive était restée, en Allemagne, ce qu'elle avait été au XVI^e siècle : une industrie d'Etat.

L'Etat, ou plutôt les princes ou souverains, disposaient de la propriété minière en vertu de leurs droits régaliens, exploitaient eux-mêmes les mines, ou, s'ils en laissaient l'exploitation à des particuliers, ce n'était que sous une surveillance devenue, avec le temps, de plus en plus minutieuse (1).

L'Etat intervenait en tout et pour tout, non seulement dans la conduite technique des travaux, mais encore dans la gestion économique des entreprises ; l'exploitation des mines était sous la direction immédiate des autorités minières qui, en certaines circonstances, se substituaient presque au propriétaire.

Bien que la mine pût être nominalement entre les mains de particuliers et leur fût librement accessible, les relations entre les exploitants et les autorités étaient si étroites qu'on est fondé à considérer l'exploitation des

(1) Aguillon, *Législation des mines*, vol. 3, p. 24.

mines, dans l'ancien droit allemand, comme une véritable industrie d'Etat.

Ce régime de tutelle, justifiable à l'époque de la Renaissance, dans les petits États allemands, où l'intervention du seigneur (*Landesherr*) se faisait sentir dans les moindres détails de la vie, devint incompatible avec l'évolution commerciale et économique résultant de la transformation des moyens de transport par l'application de la vapeur.

L'industrie des mines languissait au milieu des entraves apportées par les autorités administratives.

Dès le commencement du siècle, la modification du régime minier s'imposa, et, à la place de l'ancienne conception de *l'exploitation sous la direction de l'Etat*, on vit s'établir dans toute l'Allemagne le régime de la *liberté d'exploitation* (*Bergbaufreiheit*), la concession de la mine à l'inventeur, l'assimilation de l'industrie extractive aux autres industries, et la réduction de l'intervention spéciale de l'Etat, dont le rôle fut ramené au simple exercice d'un droit de police en vue d'assurer la sécurité des personnes et la conservation des propriétés de la surface.

Cette transformation donna une impulsion inouïe à l'industrie minière allemande ; des entreprises particulières surgirent de tous côtés ; leur développement a été si rapide qu'aujourd'hui l'Allemagne occupe le 3^e rang du monde parmi les pays producteurs de houille.

Bien que le prodigieux essor de l'industrie allemande, dont la récente exposition nous a donné des preuves indé-

niâbles, soit dû à l'initiative individuelle, l'Etat n'en est pas moins resté un des principaux exploitants et parfois, comme en Prusse, le principal exploitant sinon en regard de la totalité des autres, du moins de chacun d'eux pris isolément.

Mais l'Etat exerce une action toute différente de celle d'autrefois ; il exploite des mines, des carrières et des usines métallurgiques pour le revenu qu'elles peuvent donner à son domaine privé, les ressources qu'elles fournissent au budget, et cela sur un pied de complète égalité économique avec les autres exploitants.

Quant aux origines de son domaine minier elles sont des plus variables.

Tantôt l'Etat s'est substitué aux droits des anciens seigneurs qui exploitaient eux-mêmes leurs mines, tantôt, comme dans le Harz, l'Etat a racheté des parts de différentes sociétés minières (*Gewerkschaften*) qu'il subventionnait, maintenant ainsi pour le bien du pays des exploitations rendues difficiles par la baisse de valeur des métaux précieux.

Ailleurs, enfin, l'Etat a pratiqué des sondages de recherche à grande profondeur, là où des particuliers ne pouvaient ou n'osaient en faire les frais et s'est octroyé des concessions en se conformant aux règles générales de la loi des mines.

Le domaine minier que s'est ainsi réservé l'Etat est administré par le ministère du commerce (*Ministerium für Handel und Gewerbe*) alors que les domaines ordinaires

de la couronne dépendent du ministère de l'agriculture (Ministerium für Landwirthschaft, Domänen und Forsten) ; il comprend des houillères, des mines, des salines, des carrières, des usines métallurgiques, dont le nombre s'élève à 65, se répartissant de la manière suivante :

Mines et carrières.

Mines de charbon.	18
Mines de lignite	8
Mines de fer	8
Mines de plomb, zinc, cuivre, etc. . .	5
Mines de sel	5
Salines.	6
Carrières.	3
	53

Usines.

Usines à fer.	5
Usines de plomb, argent et divers . . .	7
	12

Au cours de l'exercice budgétaire 1898-1899, ces mines et établissements ont occupé 66.259 ouvriers ; leur produit brut total a été de 163.213.047 marks, laissant un bénéfice net de 30.053.466 marks, qui s'est élevé encore en 1899-1900 pour atteindre 37.261.782 marks.

La perle de ce vaste domaine industriel est sans conteste le bassin houiller de Sarrebrück, où l'Etat prussien jouit d'un véritable monopole et dont les bénéfices dépassent annuellement 12 millions de marks.

CHAPITRE III

LE BASSIN HOUILLER DE SARREBRÜCK. —

LES ORIGINES HISTORIQUES.

Le bassin houiller de Sarrebrück s'étend sur une longueur de 52 kilomètres environ, depuis Karlingen en Lorraine, à l'Ouest, jusqu'aux environs de Waldmohr en Bavière rhénane, à l'Est.

Il dépend des cantons de Forbach et de Saint-Avold en Lorraine ; des districts prussiens de Sarrebrück, Sarrelouis et Ottweiler et des cantons de Saint-Ingbert et Waldmohr en Bavière rhénane.

Les origines de l'exploitation du bassin de Sarrebrück remontent à une époque lointaine ; depuis plusieurs siècles les habitants extrayaient des affleurements la houille nécessaire à leurs besoins, mais ce n'est qu'au XVIII^e siècle, qu'en raison de la valeur croissante de la houille on commença une extraction régulière par galeries.

Cette exploitation s'est développée fort lentement jusqu'au milieu du XIX^e siècle ; vers cette époque la construction des chemins de fer amena une progression générale de toutes les industries et une augmentation considérable de la consommation de la houille.

Dès lors, les mines du bassin de la Sarre prirent une importance qui n'a cessé de grandir, bien qu'elles soient encore loin d'avoir atteint le développement que comporte la richesse du gisement, dont nos descendants ne verront pas l'épuisement avant plusieurs centaines d'années.

Avant le commencement de ce siècle, le droit général minier était en vigueur dans les pays de la rive gauche du Rhin, comme dans toute l'Allemagne.

L'Empereur accordait à quelques seigneurs le droit régalien (*Bergregal*) de disposer des mines ; mais cette autorisation n'avait au début qu'un caractère exceptionnel et provisoire et devait être renouvelée à chaque changement de règne ; ce n'est qu'en 1356 que l'empereur Charles IV reconnut par la « Bulle d'or » aux rois, princes électeurs, ecclésiastiques ou séculiers, chacun pour son territoire le droit absolu aux mines ; ce privilège fut confirmé par les capitulations de Charles V en 1519 et enfin par le traité de Westphalie en 1648.

A partir de ce moment la recherche et l'exploitation des mines furent régies exclusivement par des actes émanant directement des princes, auxquels le droit régalien était reconnu.

La Bulle d'or ne mentionnait explicitement que les mines d'or et d'argent ; mais dès l'origine la houille semble avoir été considérée dans le pays de la Sarre comme soumise au *Bergregal* ; on ne trouve, il est vrai, aucune ordonnance réglementant les travaux des mines avant la fin du XV^e siècle, mais dès cette époque des exploitations

furent entreprises par des particuliers en divers points du bassin houiller avec la permission expresse des seigneurs et moyennant une redevance annuelle variant entre le $\frac{1}{6}$ et le $\frac{1}{9}$ de la production ; la permission d'exploitation n'était en général que provisoire et révocable au gré des seigneurs, qui n'accordaient qu'exceptionnellement des concessions fermes pour une période déterminée.

Ce régime dura jusqu'au milieu du XVIII^e siècle ; vers cette époque la valeur grandissante de la houille détermina les seigneurs à prendre en mains l'exploitation des mines.

Mis en appétit par les redevances que leur payaient les producteurs, ils rachetèrent le moins cher possible les mines qu'ils avaient concédées, confisquèrent les mines des concessionnaires rebelles et ne tardèrent pas à rentrer en possession des trésors souterrains objet de leur convoitise.

Défense fut faite sous les peines les plus sévères à tout particulier d'ouvrir des puits et galeries ; les mines étaient entièrement réservées aux seigneurs.

A la fin du XVIII^e siècle les mines étaient devenues très prospères ; les comtes de Nassau Sarrebrück, les comtes palatins de Deux-Ponts, les seigneurs d'Ottweiler, de Püttlingen, d'Illingen, et autres en tiraient de gros revenus, lorsqu'en 1793 les armées françaises envahirent le pays et occupèrent Sarrebrück.

Le comte régnant, Louis de Sarrebrück, se réfugia sur la rive gauche du Rhin, et mourut en 1794 à Aschaffen-

bourg ; après sa mort et celle de son fils qui survint en 1797, les mines revinrent à la maison de Nassau-Usingen, qui les céda par nécessité à la France en 1798. Il en fut de même pour les autres mines ; l'invasion française de 1793-1794 abolit la suzeraineté des divers seigneurs qui se partageaient le pays, et, tout en restant administrées en partie par les anciens agents seigneuriaux, les mines furent englobées dans le district français de Sarrelouis (1).

Ce furent les citoyens Purnot et Rolland, conventionnels envoyés comme commissaires dans le ci-devant pays de Nassau-Sarrebrück, et de la Layen, qui présidèrent à cette première organisation.

Les mines passèrent ensuite entre les mains de la direction générale de l'administration des pays conquis d'Outre-Rhin et Moselle (nivôse an III), et furent enfin attribuées au département de la Sarre.

Les mines des seigneuries de Püttlingen et de Schaumbourg furent comprises dans le nouveau département de la Moselle, qui fut annexé à la République française après la paix de Lunéville, en même temps que les autres départements de la rive droite du Rhin (loi du 18 ventôse an IX, 9 mars 1801).

Les armées de la République ne cessant de guerroyer, le Directoire eut besoin de houille pour la fabrication du matériel de guerre, et dès qu'il fut entré en possession des mines, il les afferma à la Compagnie Equer, de Paris,

(1) Cf. *Geschichtliche Entwicklung des Steinkohlen Bergbaues im Saargebiete* : A. Hasslacher, Berlin.

pour 9 ans, à partir du 1^{er} messidor an V, à raison de 71.000 francs par an (1).

Une concession, celle d'Hostenbach fut accordée à M. Villeroy de Wallerfangen et Cie, suivant le régime de la loi de 1791.

Ce fut d'ailleurs la seule concession octroyée pendant la domination française, elle s'étendait sur le territoire de l'ancienne abbaye de Wadgassen, d'une superficie de 900 hectares environ.

Lorsque le bail de la Compagnie Equer fut arrivé à échéance, le gouvernement impérial, au lieu de le renouveler, remit les mines à l'administration de l'enregistrement et des domaines, le 1^{er} janvier 1808. Une *régie provisoire des houilles* fut instituée, et l'on se résolut à soumettre le bassin au régime des concessions exploitées par des particuliers. Toutefois l'administration n'était pas éloignée d'admettre un régime spécial qu'aurait justifié dans l'espèce l'origine domaniale des exploitations.

Un décret impérial du 13 septembre 1808 avait prescrit de procéder à une étude dans ce sens pour l'ensemble du bassin houiller. Ce travail fut fait en 1810 par les ingénieurs Beaunier et Calmelet sous la direction de Guillot Duhamel. Ces ingénieurs proposèrent de créer 66 concessions en laissant en dehors 7 réserves devant être indissolublement affectées à des usines locales ; plusieurs de ces concessions devaient être exploitées par l'administration ;

(1) V. *Histoire du centenaire de l'Ecole Polytechnique*.

les autres, remises à des sociétés particulières, devaient être astreintes à verser une part importante de leur produit net au Trésor.

Ces propositions firent naître des hésitations dans l'esprit de l'Empereur qui entrevoyait le parti que le fisc pourrait tirer des mines par voie d'amodiation domaniale.

Le 11 mai 1812, passant à Sarrebrück, l'Empereur y fit appeler l'ingénieur en chef Calmelet, pour s'entretenir avec lui de la question ; il lui laissa entendre qu'il préférerait garder les houillères pour l'Etat ; en fait elles se trouvaient encore entre ses mains en 1814, lorsque l'armée de Blücher mit fin à la domination française sur le pays de Sarrebrück.

Le premier traité de Paris (30 mai 1814) rendit à l'Allemagne une partie du bassin houiller.

La France conservait cependant le territoire du département de la Moselle, sauf le canton de Tholey. Dans le département de la Sarre, les cantons de Sarrebrück, de Saint-Arnial et une partie du canton de Lebach, restaient également français.

Le second traité de Paris (20 novembre 1815) attribua définitivement à la Prusse les trois cantons de la Sarre que le premier traité avait laissés à la France.

Les territoires rendus aux alliés par le traité de 1814 furent placés sous l'administration d'une commission mixte austro-bavaroise, qui siégea à Kreuznach jusqu'en 1816. Quant aux territoires rétrocédés par le traité de 1815, ils furent remis directement au royaume de Prusse qui en

prit officiellement possession à Sarrebrück le 30 novembre, et à Sarrelouis le 2 décembre 1815.

Lors du règlement territorial définitif, conclu au congrès de Vienne, la Prusse obtint tous les anciens territoires du Nassau et les petits territoires enclavés ; la Bavière n'eut que les cantons de Blieskastel et de Waldmohr ; les ducs de Saxe-Cobourg, une partie des cantons d'Ottweiler et de Saint-Wendel qu'ils cédèrent à la Prusse en 1834 ; à la France restaient les districts de la Moselle, où furent accordées plus tard (sous le régime de la loi de 1810), onze concessions, notamment celles de Forbach, de Sarre-et-Moselle, et de la Houve.

A force d'arrondir ses possessions, soit à la faveur des divers traités survenus à cette époque, soit par d'habiles négociations avec quelques petits princes moins clairvoyants, la Prusse se réveilla un jour, propriétaire des 9/10 du terrain houiller ; elle prenait la bonne habitude de se tailler la part du lion !

Dès leur prise de possession, la Prusse et la Bavière tout imbues des anciennes idées allemandes qui considéraient l'industrie des mines comme une industrie d'Etat, réservèrent à la couronne l'exploitation des anciennes mines de houille seigneuriales, sur les territoires nouvellement acquis, et désintéressèrent les petits exploitants qui s'y étaient établis à la faveur des troubles politiques et des invasions successives ; la seule concession d'Hostenbach resta exploitée par une société particulière.

Les deux gouvernements délimitèrent définitivement

les territoires réservés au fisc, et rendirent le reste à la libre exploitation des particuliers ; il est vrai de dire que le fisc ne croyait pas y laisser grand'chose.

La loi française de 1810 ne resta en vigueur que dans le duché de Cobourg ; plusieurs concessions particulières y furent instituées et respectées même par le gouvernement prussien, au moment où il en devint possesseur (1834).

L'étendue minière telle que la Couronne l'avait réservée au fisc était de 154.502.967 *Lachtern* soit 6764 hectares ; au cours de l'exploitation on reconnut qu'il y avait un intérêt majeur à étendre le champ d'exploitation vers l'ouest et vers le nord, au delà des limites de l'ancien territoire des Nassau.

Par un très remarquable respect de la législation établie et agissant comme un simple particulier, le fisc prussien se conforma à la loi française de 1810, restée en vigueur dans le Palatinat et la Prusse rhénane, et introduisit une demande en extension de concession, qui lui fut accordée par ordonnance royale du 16 janvier 1860 (1). 253.364.326 *Lachtern*, soit 11.092 hectares, vinrent arrondir son domaine.

C'est ainsi qu'après avoir passé par tant de mains différentes et tant de législations diverses, selon les hasards de la guerre et les principes des vainqueurs, après avoir subi l'épreuve plus dangereuse d'un morcellement, l'im-

(1) Ordonnance royale du 16 janvier 1860 publiée le 15 avril 1860 dans le *Journal officiel* de Trèves.

mense domaine minier de la Sarre a été saisi, lui aussi, par l'œuvre d'unification allemande et est devenu le principal agent de la prospérité industrielle de l'Allemagne du Sud, répandant ses produits en concurrence avec ceux de la Belgique, du Nord et du Pas-de-Calais jusque sur les marchés de la Suisse et de l'est de la France.

Il est très extraordinaire qu'en reprenant possession des mines après l'occupation française, l'Etat prussien ait renoncé aux anciennes théories d'industrie d'Etat, qui lui avaient été si chères, et que les idées françaises avaient complètement bouleversées.

La transformation subie par le droit minier au début du siècle avait été si profonde que l'Etat ne s'est pas cru autorisé à accorder au fisc des terrains miniers vacants, sans se conformer à la loi de 1810.

Le principe de la *Bergbaufreiheit* a été maintenu dans toute sa rigueur et le fisc s'est conformé aux mêmes règles que les particuliers pour l'obtention de son domaine, de même que, pour son exploitation, il se conforme aux habitudes industrielles et commerciales du pays.

CHAPITRE IV

LA PRODUCTION DU BASSIN DE SARREBRUCK DEPUIS SES ORIGINES.

Les origines de l'exploitation du bassin de Sarrebrück sont fort obscures. C'est au début du XV^e siècle que semble avoir commencé l'utilisation de la houille. Il est fait mention en effet, pour la première fois, d'une mine de houille dans un contrat intervenu en janvier 1430 entre la comtesse douairière Elisabeth de Nassau et son vassal Frédéric Greiffenclau de Volradt.

Depuis les exploitations se multiplièrent rapidement dans tout le district de Sarrebrück et principalement dans la vallée de Sulzbach, dont les comtes de Nassau et les comtes palatins de Deux-Ponts se partageaient la suzeraineté ; mais elles n'étaient, à vrai dire, que de simples grattages superficiels ; même en 1744 la production des mines de Nassau Sarrebrück n'atteignait encore que 75.000 quintaux. Jusqu'à cette époque, les seigneurs n'exploitaient pas eux-mêmes, mais ils affermaient les mines aux paysans qui fouillaient les affleurements sans règle et sans méthode.

Au cours du XVIII^e siècle, les forêts de la région s'étant

appauvries par suite d'exportations considérables de bois en Hollande, la production de la houille, acquit une grande importance. Les seigneurs prirent en mains l'exploitation des mines et la développèrent au grand profit de leur trésor.

En 1793, la production des mines de Nassau-Sarrebrück atteignait 37.000 tonnes environ, laissant un bénéfice net de 34.753 florins (Gulden), lorsque les armées républicaines mirent un terme à la fortune industrielle des seigneurs du pays, tout comme à leur fortune territoriale.

Sous l'administration française, l'exploitation des mines continua avec une grande activité ; la compagnie Equer, à laquelle les mines étaient affermées, produisit jusqu'à 75.000 tonnes par an avec une moyenne de 80.000 francs de bénéfices ; lorsque après la fin du bail de la compagnie Equer, la régie provisoire des houilles fut chargée de l'administration des mines, la production augmenta encore et arriva en 1813 à 90.000 tonnes.

De 1808 à 1813 la Régie provisoire des houilles réalisa un bénéfice de 844.707 francs.

Les houilles de la Sarre s'expédiaient par voie de terre dans les départements du Mont-Tonnerre (Palatinat), du Bas-Rhin et de la Meurthe, et arrivaient par eau dans le département de la Moselle, et même jusqu'au département de Rhin et Moselle.

La houille, presque exclusivement réservée, jusqu'alors, au chauffage domestique, commençait à être employée

aux usages industriels et le développement des mines allait toujours grandissant.

Aussi n'est-il pas étonnant que le roi de Prusse, alléché à son tour par l'ancienne dépouille des comtes palatins, ait énergiquement revendiqué la région de Sarrebrück, lors du 2^e traité de Paris et qu'il ait réservé à sa couronne les immenses richesses dont on pouvait prévoir le développement futur.

Ce fut en vain que le gouvernement français tenta, pour enlever les mines à l'Etat prussien, de restituer les anciens domaines de Nassau-Sarrebrück, y compris les mines, à la duchesse de Brunswick-Bevern et à la marquise de Soyecourt, héritières des comtes de Nassau; le roi de Prusse resta inébranlable et dès la conclusion de la paix s'occupa du développement de l'extraction.

Les exploitations disséminées sur les divers points du bassin furent concentrées peu à peu; on ouvrit de nouvelles galeries d'écoulement pour les eaux et l'on commença l'exploitation par puits.

En 1823, l'extraction était de 142.000 tonnes pour 1.038 ouvriers et 97.000 thalers de bénéfices. En 1850, grâce à des progrès incessants, l'extraction monta à 593.856 tonnes pour 4.580 ouvriers occupés.

La France venait puiser largement dans les richesses houillères qu'elle avait dû abandonner en 1815, et consommait annuellement 277.000 tonnes, c'est-à-dire près de la moitié de la production.

A partir de 1850, le développement des chemins de fer,

et l'emploi du combustible minéral dans la métallurgie amenèrent une nouvelle poussée dans l'extraction, qui progressa à pas de géants pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Il suffit de jeter les yeux sur le tableau suivant pour se rendre compte de l'importance acquise par les houillères royales.

Production des houillères fiscales.

De 1850 à 1890

Années	Tonnes	Nombre d'ouvriers
1850	593.856	4.580
1860	1.955.961	12.159
1870	2.734.019	15.662
1880	5.211.389	22.014
1890	6.212.540	27.895

De 1890 à 1899

1891	6.389.960	28.583
1892	6.258.890	29.070
1893	5.883.177	27.581
1894	6.591.862	30.091
1895	6.886.097	31.452
1896	7.705.670	33.369
1897	8.358.413	34.248
1898	8.768.582	35.856
1899	9.025.072	37.108

Pendant la gestion de l'Etat prussien, l'administration

vit centupler ce qu'avait été l'extraction au temps des comtes de Nassau-Sarrebrück et de Deux-Ponts.

A la fin du XIX^e siècle, on avait extrait du bassin de la Sarre un total d'environ 225 millions de tonnes de houille, se répartissant comme suit :

Du début du XV ^e siècle jusqu'au milieu	
du XVIII ^e	350.000
Du milieu du XVIII ^e siècle jusqu'à l'occu-	
pation française.	1.300.000
Pendant l'occupation française.	1.500.000
De 1816 à 1850.	10.540.000
De 1850 à 1890.	145.714.000
De 1891 à 1899.	65.867.000

A cette somme il faut ajouter environ 20 millions de tonnes produites par les houillères de Lorraine et de Bavière, ce qui fait un total de 240 millions de tonnes. Ce chiffre imposant représente à peine la cinquantième partie des richesses renfermées dans le bassin de la Sarre.

Tandis que l'Etat prussien développait ses exploitations, l'industrie privée, dans les autres districts miniers, progressait plus vite encore et mettait en œuvre pour le plus grand bien de la fortune nationale les trésors enfouis dans le sol de la Prusse.

La marche ascendante de l'extraction pendant les vingt dernières années dépasse tout ce que pouvaient prévoir les calculs les plus optimistes.

En 20 ans la production de Sarrebrück a augmenté de

73 0/0, celle de Silésie de 120 0/0 et celle de Westphalie de 143 0/0.

Production de la houille en Prusse.

District de Breslau (Silésie).

Années	1880	1890	Aug. décennale	1899	Aug. décenn.
	12.656.754	20.086.353	59 0/0	27.959.689	39 0/0

District de Dortmund (Westphalie).

22.495.204	35.568.588	58 0/0	54.641.120	53 0/0
------------	------------	--------	------------	--------

Districts divers.

1.809.597	2.616.798	45 0/0	3.148.618	20 0/0
-----------	-----------	--------	-----------	--------

Houillères fiscales de Sarrebrück.

5.211.389	6.212.540	19 0/0	9.025.072	45 0/0
-----------	-----------	--------	-----------	--------

Production totale de la Prusse

42.172.944	64.484.279	50 0/0	94.774.499	48 0/0
------------	------------	--------	------------	--------

CHAPITRE V

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DES MINES FISCALES.

L'immense domaine industriel formé par les houillères de la Sarre est administré par un comité de direction à la tête duquel se trouve un Président, ayant le titre de *Geheimer Bergrath* et ne relevant que du ministre du commerce.

Un *Oberbergrath* (conseiller supérieur des mines) lui est adjoint et le supplée en cas de besoin. La direction comprend en outre 6 autres membres : trois conseillers des mines dont l'un est chargé plus spécialement de la direction commerciale ; 2 architectes (*Bauräthe*) et un juriconsulte, chef du service du contentieux.

De nombreux agents sont adjoints à la direction pour l'expédition des affaires courantes : 2 ou 3 ingénieurs des mines, 1 géomètre en chef, 1 inspecteur des chaudières, 40 secrétaires et comptables et une dizaine d'employés divers.

Les fonctions du comité de direction de Sarrebrück sont très semblables à celles du conseil d'administration d'une société particulière. Le comité, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de ses membres auquel sont délégués

des pouvoirs spéciaux, s'occupe des affaires administratives et commerciales, et n'intervient dans les affaires techniques que pour donner une direction générale à l'exploitation. Le service actif des mines est confié à des ingénieurs ayant des pouvoirs très étendus, tout en restant soumis à l'autorité du comité de direction.

Le bassin houiller est divisé en 11 inspections territoriales formant pour ainsi dire autant de mines distinctes : leurs limites ont été déterminées de telle manière que chaque champ d'exploitation soit autonome et puisse être exploité sans dépendre des voisins.

Ces 11 inspections dont chacune a une importance comparable à celle d'une grande mine privée, sont les suivantes :

Noms des inspections	Production de l'année budgétaire 1899-1900.	Nombre d'ouvriers au 1 ^{er} avril 1900.
Kronprinz.	608.293	2.513
Gerhard	1.034.263	4.253
Von der Heydt	637.850	2.482
Dudweiler.	888.251	3.687
Sulzbach Altenwald. . .	843.532	3.731
Reden Itsenplitz. . . .	855.063	4.157
Heinitz Dechen	1.224.753	5.334
König Kohlwald.	907.829	4.334
Friedrichsthal Maybach .	996.044	4.774
Göttelborn.	398.703	1.545
Camphausen Kreuzgräben.	775.339	3.098
Total	9.169.920	39.908

A côté de ces 11 inspections, et tout à fait indépendamment d'elles, fonctionnent deux autres inspections qui relèvent immédiatement du comité de direction :

Le *magasin central* de Sarrebrück (Bergfaktorei Kohlwaage) qui s'occupe de tous les achats de matériaux nécessaires à l'exploitation, bois, fers, graisses, machines etc.), et les *bureaux du port* de Malstatt (Hafenamt Malstatt) où est concentré, sous l'autorité du Bergrath délégué aux affaires commerciales, le service des expéditions par eau.

A la tête de chaque inspection se trouve un directeur (Königlicher Bergwerksdirektor), généralement un Bergrath assisté de deux ou trois ingénieurs suivant l'importance des puits et de l'extraction.

Le directeur a, dans les limites qui lui sont assignées par le budget, tous pouvoirs pour tout ce qui concerne l'extraction et la direction du personnel ; c'est un chef de service dans la plus large acception du mot, responsable devant le conseil de direction comme le directeur d'une mine privée l'est devant son conseil d'administration.

Les directeurs, ainsi que tout le haut personnel de l'administration des mines, sont nommés par le ministre du commerce ; quant aux employés secondaires, tels que Obersteiger (chefs porions), Steiger (porions), Werkmeister (chefs d'ateliers) et Marckscheider (géomètres), Buchhalter (comptables), ils sont nommés par le comité de direction et sont considérés comme des fonctionnaires d'Etat, jouissant des privilèges et avantages attribués en général aux

fonctionnaires ; ils sont soumis aux règles générales sur l'avancement, et ont droit, à la fin de leur carrière à des pensions d'invalidité ou de vieillesse. Ils ne peuvent être révoqués que dans certains cas et dans les formes prévues par la loi.

Les autres employés secondaires, surveillants, stagiaires etc., sont engagés au mois par les directeurs des inspections et ne jouissent d'aucune des garanties accordées aux fonctionnaires. Ils peuvent être congédiés sans indemnité si leurs services ont cessé de plaire et n'ont droit à la fin de leur carrière, à aucune autre pension que celles prévues par les lois générales de l'Empire.

Au 1^{er} avril 1900 on comptait pour les 11 inspections, le magasin central et le port de Malstatt, 12 directeurs, 18 inspecteurs, 18 géomètres, 12 comptables et secrétaires, 54 employés supérieurs de 1^{re} classe, 63 employés supérieurs de 2^e classe, 525 employés moyens et 126 employés inférieurs, tous fonctionnaires payés sur des crédits prévus au budget : il y avait en plus 220 employés secondaires au mois.

Tout ce nombreux personnel, qui assure le fonctionnement des services des mines royales, est recruté presque exclusivement dans le pays même parmi les éléments les plus instruits de la population minière. Contrairement à ce qui se passe le plus souvent en France et en Belgique, on exige de la part des contre-maîtres, une instruction technique relativement très développée ; les chefs porions (Obersteiger, Fahrsteiger), les porions (Steiger), ont

tous été obligés de suivre les cours, et de subir avec succès les examens, soit de l'Ecole des Mines (Bergschule) de Sarrebrück, soit des écoles préparatoires (Bergvorschule) de Louisenthal, Sulzbach, ou Neunkirchen. Ce développement de l'instruction, qui est très général en Prusse, a pour effet d'élever le niveau intellectuel et moral du personnel, mais paraît avoir quelquefois pour effet de détourner les contre-maîtres des petits détails d'exploitation et d'en faire des « messieurs » un peu trop tentés de jouer au fonctionnaire.

La rémunération des agents de toute nature est assez large, sauf celle des directeurs dont les appointements ne sont pas en rapport avec la lourde responsabilité qui leur incombe.

En 1899 les traitements et appointements des divers fonctionnaires des mines royales, s'élevaient, non compris le logement et le chauffage fournis gratuitement, aux chiffres suivants :

Traitements des fonctionnaires et agents des mines royales.

Président de la direction	Directeurs 1 ^{re} cl.	Directeurs 2 ^e cl.	Architectes, inspecteurs des machines	Inspecteurs de l'exploitation	Géomètres
9300 marks	4200 à 6000	3600 à 4200	3600 à 4800	3000 à 3600	2400 à 3600
Secrétaires et employés		Commis aux écritures	Employés supérieurs	Employés moyens	Employés inférieurs
1650 à 3300		1500 à 2200	1800 à 2800	1800 à 2800	900 à 1500

Considérée dans son ensemble, l'administration des mines est dotée d'une forte organisation qui lui permet de concourir dans le domaine industriel avec les entreprises

privées les mieux dirigées. Nous devons constater que, malgré les habitudes d'autorité inhérentes à la race, malgré ce qu'on appelle le caporalisme prussien, l'administration est très décentralisée ; les responsabilités sont bien définies, une large initiative est laissée aux agents d'exécution.

Les directeurs des inspections, sont, sous l'autorité de la direction générale de Sarrebrück, les maîtres absolus, mais responsables de leur inspection ; leur autonomie est infiniment plus grande que celle des ingénieurs en chef de bien des compagnies particulières. Le personnel qui les seconde est discipliné, et profondément attaché à la mine.

C'est grâce à cette solide organisation que l'État prussien, gérant le plus grand domaine minier du monde, est arrivé à de brillants résultats, malgré les difficultés inhérentes à toute exploitation d'État.

Il est à remarquer d'ailleurs, que si la direction des mines ne relève que du ministre du commerce, elle n'en est pas moins soumise, comme les mines privées, à la surveillance des autorités minières, chargées du contrôle administratif de la région.

Règlements, enquêtes sur accidents, relations entre le fonds et le tréfonds sont assujettis aux règles appliquées aux industries privées ; aucune faveur n'est faite à l'Etat, qui doit se soumettre aux mêmes formalités que les particuliers. Le tout puissant président de la direction de Sarrebrück est obligé de se conformer aux injonctions de « l'Oberberghauptmann » de Bonn, tout comme un simple petit exploitant.

Cette assimilation complète des exploitations fiscales aux industries privées, cette surveillance de l'Etat par l'Etat, a eu pour effet de pousser les directeurs des inspections dans la voie du progrès. Pendant longtemps les installations des mines étaient restées assez médiocres ; grâce au monopole de fait, la direction n'était pas obligée de soigner la qualité de son charbon pour lequel elle trouvait toujours preneur ; mais depuis une dizaine d'années, de grandes transformations ont été entreprises ; tous les perfectionnements de l'art des mines ont été appliqués, et les mines fiscales sont presque aussi bien outillées que les mines les mieux installées des districts voisins.

Il nous suffira de rappeler qu'en 1899, il y avait 18 sièges d'extraction comprenant 200 puits et exigeant pour les travaux souterrains 156 machines de 30.466 chevaux ;

Pour les travaux du jour	82	»	6.662	»
Pour la fabrication du coke	20	»	1.127	»
Pour des emplois divers	40	»	12.258	»

Au total, 298 machines d'une force de 50.513 chevaux.

Quel chemin parcouru depuis le temps des comtes de Sarrebrück et les timides essais de l'administration des domaines du gouvernement de Napoléon !

CHAPITRE VI

ORGANISATION OUVRIÈRE.

L'extraction de quantités si considérables de houille, exige une main-d'œuvre abondante.

A la fin de 1900, les mines royales employaient plus de 40.000 ouvriers, faisant vivre une population de plus de 150.000 personnes. Cette population ouvrière s'est formée peu à peu sans introduction d'éléments étrangers; les paysans de la région sont venus travailler aux mines où ils trouvaient des salaires plus rémunérateurs qu'aux champs. La direction les a attirés par des avantages de toute nature : maisons ouvrières, soins médicaux, caisses de retraite, caisses d'accidents, etc. Aujourd'hui encore, bien que le personnel soit à peine suffisant pour faire face à l'augmentation tant réclamée de la production, la direction se refuse à recruter des ouvriers au loin et préfère retarder le développement de ses mines afin de se limiter aux ouvriers du pays.

Pour la direction de ce personnel considérable, les règles les plus simples ont été adoptées, et les méthodes de l'industrie privée strictement appliquées. Pas de commissionnement comme dans les grandes compagnies de chemins de fer français, pas de nominations par le minis-

tre ou le préfet comme pour le personnel des travaux publics, ou de la ville de Paris.

Le chef de chaque inspection, *Bergwerksdirektor*, embauche ou congédie son personnel sans en référer à la direction de Sarrebrück. Comme dans les entreprises privées, les ouvriers mineurs travaillent à la tâche aussi souvent que possible, et sans minimum de salaire.

RÈGLEMENTS OUVRIERS.

Pour chaque inspection, un règlement édicté par le *Bergwerksdirektor* fixe d'une manière précise les droits et les devoirs du personnel, qui se résument dans les prescriptions suivantes :

Les ouvriers doivent exécuter aussi bien en semaine que pendant les jours fériés, les travaux ordonnés par leurs chefs ; ils ont à y apporter le plus grand soin et sont responsables des dommages occasionnés par leur négligence.

Lorsque des accidents d'exploitation ou le manque de commandes oblige la direction à imposer des jours de chômage, les ouvriers n'ont droit à aucun salaire pour ces journées.

Si le chômage est occasionné par le manque de commandes, les ouvriers intéressés doivent en être avertis 15 jours au moins d'avance, et lorsque le chômage dépasse deux journées par semaine, ils ont le droit de quitter immédiatement le service des mines.

Des congés ne peuvent être accordés aux ouvriers, sauf

en cas d'extrême urgence, que si les besoins d'exploitation le permettent. Les congés d'une journée peuvent être accordés par le contremaître du quartier où travaille l'ouvrier ; ceux de un jour à un mois par le maître mineur (Obersteiger), ceux de plus d'un mois par le directeur de l'inspection.

Les réclamations doivent être présentées par les ouvriers à leur chef direct, et si les réponses obtenues ne les satisfont pas, ils peuvent s'adresser à l'employé hiérarchiquement supérieur à leur chef. Les réclamations ne doivent, en aucun cas, être présentées par un groupe de plus de 3 personnes.

On voit que les directeurs se défendent jalousement contre toute association syndicale.

Au point de vue de leurs fonctions, les ouvriers de plus de 16 ans sont divisés en 3 classes : les rouleurs (Schlepper), les aides-mineurs (Lehrhauer) et les mineurs (Vollhauer). Les ouvriers restent rouleurs pendant 6 ans de 16 à 22 ans, puis ils passent sans autre formalité dans la classe des aides-mineurs, sauf dans les cas d'infirmités ou de mauvaise conduite, qui permettent de maintenir le jeune ouvrier dans la classe des rouleurs.

Le stage dans la classe des aides-mineurs dure deux ans au bout desquels l'ouvrier doit subir une épreuve (Probe) consistant à faire pendant deux mois, sous la surveillance d'un mineur, des travaux d'abatage proprement dits ; l'ouvrier doit faire ainsi preuve d'aptitude au métier, et de connaissance des mesures de police concernant la sécurité.

Après avoir pris l'avis des maîtres mineurs et du mineur, sous la surveillance duquel le travail s'est effectué, le directeur de l'inspection décide si l'aide peut être promu à la classe des ouvriers mineurs. Si son épreuve n'est pas jugée satisfaisante, l'aide peut la recommencer au bout d'un an, mais dans le cas où cette deuxième épreuve est encore négative, l'aide est définitivement exclu de la classe des mineurs. Quant à l'ouvrier déjà formé qui est embauché dans les mines royales, il doit faire la preuve de 3 années de travail comme mineur ; sinon il débute comme rouleur quel que soit son âge.

Ces dispositions très originales qui règlent l'état des ouvriers rappellent les anciennes règles du compagnonnage. L'épreuve, c'est le chef-d'œuvre d'autrefois.

La durée normale du travail est fixée pour les ouvriers mineurs à 8 heures ; la présence au fond, en y comprenant l'entrée et la sortie, ne doit pas dépasser 9 heures. Pour les ouvriers du jour, mécaniciens, chauffeurs, manœuvres, etc., la durée du travail est de 10 heures ; en cas de danger imminent pour les travaux ou pour le personnel, les ouvriers peuvent être tenus de prolonger leur travail au delà des heures réglementaires ; il en est de même lorsque par suite d'accidents d'exploitation, ou de manque de wagons, des journées ont été supprimées ou raccourcies ; le directeur de l'inspection peut exiger dans ce cas des coupes supplémentaires, qui ne doivent pas avoir lieu plus de deux fois par semaine ni durer plus de 2 heures.

Dans les mines de Westphalie la durée du travail est un

peu plus courte et varie de 6 à 9 heures, descente comprise ; en Silésie elle est au contraire bien plus longue et atteint 10, et parfois 12 heures.

Les ouvriers des mines royales se trouvent donc, à ce point de vue, dans la moyenne des mines prussiennes ; la durée de présence exigée d'eux est d'ailleurs sensiblement égale à celle que les compagnies particulières demandent aux ouvriers français du Nord et du Pas-de-Calais.

Le travail souterrain s'exécute soit à la tâche soit à la journée ; dans chaque cas, le maître mineur ou son remplaçant, le Fahrsteiger, décide du mode d'exécution.

Les prix de journée sont fixés pour chaque classe d'ouvriers par le directeur de l'inspection et publiés sous forme d'un tarif, 15 jours au moins avant sa mise en vigueur.

Quant aux prix de tâche, une fois déterminés par l'Obersteiger, ils doivent être acceptés par les ouvriers. Si l'entente ne peut se faire, l'Obersteiger remet aux ouvriers une pièce où il consigne ses offres par écrit. Dans un délai de trois jours, les ouvriers peuvent déclarer à la direction de l'inspection qu'ils n'acceptent pas les offres, et sont, dans ce cas, payés à la journée suivant le tarif général ; si dans le délai de 3 jours les ouvriers ne protestent pas, ils sont considérés comme ayant accepté les prix proposés.

Les prix de tâche sont fixés en principe pour un mois, mais peuvent être modifiés au cours du mois lorsque les conditions d'exploitation sont brusquement changées.

Pour les travaux du jour les mêmes règles sont applicables ; toutefois ce sont, pour chaque nature de travail, les

employés correspondants qui fixent les prix à la place de l'Obersteiger.

Les salaires sont calculés et définitivement établis à la fin de chaque mois ; lorsque plusieurs ouvriers se sont réunis pour entreprendre une tâche commune, la somme totale gagnée par le chantier est répartie dans la proportion de 10 pour les mineurs, 8 pour les aides, 7 pour les rouleurs de 1^{re} classe, et 6 pour les rouleurs de 2^e classe.

La paie a lieu en deux fois, au cours de la première, puis de la deuxième quinzaine du mois. A la première paie, les ouvriers reçoivent à peu près la moitié des sommes gagnées, et à la seconde ils sont réglés définitivement. Ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel qu'il est fait des avances au cours du travail. Les réclamations concernant la paie doivent être faites dans le délai de huitaine devant l'Obersteiger ; appel peut être interjeté contre sa décision, pendant la huitaine suivante, devant le directeur de l'inspection.

Les punitions que peuvent encourir les ouvriers sont l'amende et la mise à pied.

Les règlements prévoient autant que possible les diverses fautes pouvant être commises de manière à éviter toute discussion pour l'application des punitions.

Ainsi, sont punis d'une amende qui ne peut dépasser la moitié du salaire journalier, les ouvriers qui ne se conforment pas aux ordres de leur chef, ceux qui arrivent en retard au travail, ceux qui ne travaillent pas aux endroits qui leur ont été indiqués etc. etc. ; en cas de récidive dans

le délai de trois mois, l'amende est remplacée par une mise à pied de 6 jours. L'amende est portée au double du salaire journalier pour les ouvriers qui se livrent à des voies de fait sur leurs camarades, pour ceux qui s'enivrent, ou qui troublent la tranquillité et l'ordre des chantiers ; en cas de récidive, dans le délai de 3 mois, l'amende est remplacée par une mise à pied de 3 mois au maximum.

Les absences sont sévèrement punies ; l'ouvrier qui s'absente sans motif est puni d'amende ; s'il s'absente plus de 3 jours consécutifs, il peut être renvoyé ; s'il s'absente pendant des jours de fête non légaux, il est mis à pied pour un nombre de jours égal à son chômage.

Les amendes ne doivent pas dépasser 6 marks par mois et par ouvrier ; elles sont versées à la caisse de secours.

C'est le directeur de l'inspection qui prononce les punitions ; les réclamations contre les punitions doivent être adressées dans les 3 jours de la signification ; appel de la décision peut être porté devant la direction générale de Sarrebrück.

Le renvoi n'est pas considéré comme une punition, mais comme une application des clauses du contrat de travail. L'ouvrier, en effet, n'est pas un fonctionnaire ; il est lié à la mine par un contrat de louage de service, auquel lui ou le directeur de la mine peut mettre fin, avec préavis de 15 jours, sans avoir à en donner les motifs. Le règlement qui fait partie des clauses du contrat de travail accepté par les deux parties, spécifie nettement les cas où la cessation peut avoir lieu sans préavis.

L'ouvrier peut être immédiatement renvoyé lorsqu'il s'est rendu coupable de vol et de faux, lorsqu'il a manqué sans motif valable plus de 3 jours de suite ou qu'il se refuse d'une manière persistante à remplir sa tâche, lorsqu'il a commis des infractions graves aux règlements sur la police des mines, etc. Le renvoi ne peut plus être prononcé lorsque la faute est connue par la direction de l'inspection, depuis plus de 8 jours.

De son côté, l'ouvrier peut cesser immédiatement son travail : s'il est trop malade pour continuer sa tâche, si des employés se rendent coupables d'injures ou de voies de fait à son égard, ou à celui de sa famille, si la paie n'est pas régulièrement soldée, enfin si, en raison de l'insuffisance des expéditions, il est obligé de chômer plus de 2 jours par semaine.

Telles sont les principales règles qui président aux relations entre l'État et ses ouvriers ; on ne saurait trop remarquer combien l'État a soigneusement évité de transformer ses ouvriers en fonctionnaires. Sur cette terre d'Allemagne, où a pris naissance et où fleurit encore le socialisme d'État, le fisc soumet ses ouvriers à un régime aussi particulariste et aussi individualiste que celui des grandes industries privées.

Que nous voilà loin des grandes administrations françaises, État, chemins de fer et villes !

Comparons le régime de Sarrebrück à celui de la ville de Paris qui emploie elle aussi une armée de travailleurs.

A Paris c'est le préfet, et non les chefs de service, qui

nomme et révoque le personnel ; à Sarrebrück c'est le Bergwerksdirektor d'une circonscription qui choisit comme il l'entend les hommes dont il a besoin.

A Paris l'ouvrier est fonctionnaire ; il est titularisé et ne peut être révoqué que pour faute grave ; on le paie, qu'il soit malade ou bien portant, qu'il travaille ou non ; on lui donne dix jours de congé payé par an, et on le garde même s'il devient moins apte à remplir ses fonctions ; à Sarrebrück on se sépare de lui pour un oui ou pour un non, on ne le paie que lorsqu'il est présent et on le punit lorsqu'il s'absente.

Si de la Ville ou de l'Etat nous passons aux grandes compagnies de chemins de fer françaises nous voyons que la même solennité préside aux rapports avec le personnel. C'est le Conseil d'administration qui commissionne les moindres agents, ou prononce, le cas échéant, leur révocation ; l'employé de chemin de fer est un fonctionnaire dont on ne se sépare qu'en cas de faute très grave. L'Etat prussien, au contraire, s'est bien gardé de donner tant de garanties à ses ouvriers ; il les mène durement ; tant pis pour ceux qui ne savent pas se soumettre.

SALAIRES.

Malgré l'autorité plutôt brutale du fisc, la population minière s'est progressivement accrue ; en 1899 le nombre d'ouvriers occupés était de 37.108, et les salaires payés se sont élevés à 38.778.878 marks, se répartissant suivant les règles que nous avons indiquées entre les ouvriers de

toutes catégories, occupés tant à la tâche qu'à la journée. Le tableau suivant en donne la répartition avec l'indication du salaire journalier et du salaire annuel moyen.

Année 1899.

Catégorie des ouvriers	Nombre d'ouvriers	Salaire journalier moyen marks	Salair annuel moyen marks
Mineurs	22.275	3.99	1.158
Ouvriers divers du fond .	8.600	2.72	842
Ouvriers de la surface. .	5.412	2.86	846
Enfants	821	1.11	276
Total : . .	37.108	3.46	1.019

Les salaires des ouvriers des mines royales, sont soumis aux mêmes fluctuations que ceux des ouvriers employés par l'industrie privée. Lorsque le charbon se vend cher, les salaires montent ; lorsque le charbon est bon marché les salaires baissent. Si l'on étudie les salaires moyens payés pendant les 15 dernières années, on voit en effet que les salaires passent par un minimum en 1886 et en 1887, lors de la crise très grave qui sévit à cette époque sur l'industrie houillère ; puis ils se relèvent en 1890, 1891 et 1892 pour rebaisser pendant la période de dépression qui a marqué les années 1893 et 1894 et remonter à nouveau d'une manière continue jusqu'en 1900. Les oscillations, tant du salaire journalier moyen, que du salaire moyen annuel ont eu, comme le montrent le graphique et le tableau ci-joint, autant d'amplitude à Sarrebrück qu'en Westphalie ou en France, mais le fisc après les grèves des

années 1891, 1892 et 1893 a abusé de sa victoire pour ne pas faire profiter ses ouvriers de la situation florissante de l'industrie houillère, tandis que les compagnies privées de Westphalie et du Pas-de-Calais ont consenti à leur personnel de très larges augmentations de salaires, que rendaient légitimes les superbes bénéfices réalisés au cours de ces dernières années par les houillères.

En Westphalie notamment, où les conditions d'existence sont sensiblement les mêmes qu'à Sarrebrück, le salaire journalier moyen était resté longtemps inférieur à celui des mines fiscales, bien qu'en raison du moins grand nombre de journées de chômage le salaire moyen annuel ait été sensiblement le même ; mais en 1894, après la constitution du grand syndicat de vente qui a régularisé les cours de la houille et la production, les prix westphaliens ont atteint ceux de la Sarre ; depuis cette époque, les progrès se sont accentués et aujourd'hui les mineurs des bords du Rhin ont une situation privilégiée ; leurs salaires sont presque aussi élevés que ceux des mineurs anglais. Les mineurs de l'industrie privée n'ont donc rien à envier aux mineurs de l'Etat.

En Silésie, il est vrai, les salaires ont toujours été à un taux inférieur à celui des autres districts.

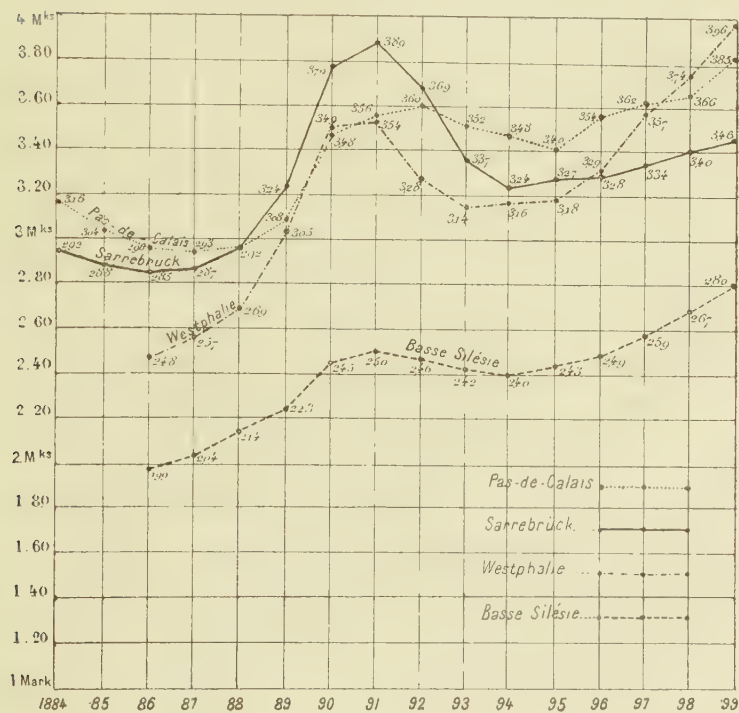
La population ouvrière est composée principalement de Polonais, nombreux, pauvres, sans grands besoins et ayant un rendement de travail bien moindre que les ouvriers robustes et courageux de l'Allemagne de l'ouest ; leur situation s'est améliorée, mais est loin d'être aussi bonne que celle des ouvriers rhénans.

Salaires moyens annuels des ouvriers de toutes catégories.

ANNÉES	SARREBRUCK	HAUTE SILÉSIE	BASSE SILÉSIE	WESTPHALIE
1884.....	873 marks	» »	» »	» »
1885.....	835 »	» »	» »	» »
1886)	808 »	490 marks	586 marks	772 marks
1887) Baisse.	813 »	492 »	626 »	796 »
1888)	842 »	516 »	630 »	863 »
1889.....	933 »	575 »	682 »	941 »
1890)	1114 »	671 »	735 »	1067 »
1891) Hausse.	1137 »	693 »	759 »	1086 »
1892)	1042 »	669 »	747 »	976 »
1893)	925 »	661 »	729 »	946 »
1894) Baisse.	921 »	664 »	723 »	961 »
1895)	929 »	675 »	737 »	968 »
1896.....	966 »	697 »	757 »	1035 »
1897)	982 »	721 »	787 »	1128 »
1898) Hausse.	1015 »	771 »	812 »	1175 »
1899)	1019 »	801 »	846 »	1255 »

Salaires journaliers moyens des ouvriers mineurs de toutes catégories de 1884 à 1899, Sarrebrück, Westphalie, Basse-Silésie, et Pas-de-Calais.

Echelle de 30 m/m pour 1 mark.



RENDEMENTS.

L'effet utile des ouvriers de Sarrebrück a subi les mêmes fluctuations que dans les autres bassins houillers.

Jusqu'en 1880 environ, l'effet utile a été en croissant par suite de l'emploi de plus en plus développé des machines à vapeur et du perfectionnement des méthodes d'exploitation : mais depuis 1880, l'art des mines ne semble pas avoir fait de progrès ; les rendements moyens cessent d'augmenter et sont, à très peu de chose près, les mêmes en 1899 qu'en 1880.

Rendement moyen en tonnes de houille par ouvrier de toutes catégories et par an.

Années	Sarrebrück	Haute-Silésie	Basse-Silésie	Westphalie	Pas-de-Calais
1869	190				
1870	183				155
1880	237	310	229	283	210
1890	226	341	202	286	248
1899	235	368	211	266	256

Variations annuelles du rendement dans les mines royales depuis 1884.

	Baisse					Hausse				Baisse				Hausse			
	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	
Tonnes..	239	238	236	246	256	237	226	225	210	214	219	226	235	241	245	235	

Les variations annuelles du rendement suivent les fluctuations des salaires. Au fur et à mesure que le salaire

du mineur s'élève, son rendement diminue ; il semble qu'il ait besoin pour vivre d'une somme déterminée, et qu'une fois sa moyenne gagnée, il préfère se reposer plutôt que d'augmenter son bien-être. Pendant les périodes de hausse où ses chefs lui accordent facilement des prix de tâche élevés, il travaille moins. Quand vient la baisse, et que, de tous côtés les exploitants cherchent à diminuer le prix de revient, il travaille pour regagner par son labeur ce qui lui est enlevé par un abaissement du prix de la tâche.

Il ressort des tableaux de rendement que la production par ouvrier a toujours été inférieure dans les mines royales à celle des autres bassins houillers, à l'exception de la Basse-Silésie ; cette infériorité ne semble pas due à une moins bonne organisation du travail, car dans les mines privées de la Sarre la production est inférieure à celle des houillères fiscales.

Il faut l'attribuer à de plus grandes difficultés d'exploitation, notamment à la dureté du charbon à abattre ; ce n'est qu'en employant des machines perfectionnées pour l'abatage de la houille qu'on peut espérer augmenter l'effet utile du personnel. L'Amérique en donne l'exemple au vieux Continent.

ACCIDENTS.

Au point de vue de la sécurité des travailleurs, les mines royales ont une situation privilégiée parmi les mines allemandes ; leurs conditions naturelles d'exploitation ne sont pas moins dangereuses que d'autres, mais le nombre

d'accidents y est moindre parce que les règlements concernant la police des chantiers sont plus strictement observés qu'ailleurs, et que, d'autre part, la population ouvrière est habituée de longue date au travail des mines ; elle s'est formée peu à peu, sans introduction brusque d'éléments étrangers et inexpérimentés, comme en Westphalie, et possède une habileté professionnelle qui la protège dans une certaine mesure contre les dangers inhérents aux exploitations souterraines.

Les tableaux ci-dessous permettent de faire des comparaisons qui sont tout à l'honneur des mines royales :

ACCIDENTS MORTELS.

Nombre d'ouvriers tués par an, pour mille ouvriers occupés :

Années	Silésie	Westphalie	Sarrebrück (1)	Pas-de-Calais
1894	1.94	2.36	2.03	1.20
1895	2.58	2.60	2.23	1.04
1896	3.27	2.53	1.66	1.19
1897	2.18	2.59	1.56	1.40
1898	2.57	3.31	1.66	1.30
1899	2.21	2.54	1.74	1.28

Nombre de tonnes extraites pour un ouvrier tué :

	Silésie	Westphalie	Sarrebrück
1894	161.948	110.965	104.794
1895	117.345	101.095	97.545
1896	96.256	109.496	136.694

(1) Y compris les ouvriers des mines de la circonscription de Bonn.

1897	146.598	106.426	121.892
1898	129.102	80.191	140.665
1899	148.722	104.877	131.811

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

L'Etat, exploitant de mines, n'a pas cru devoir faire profiter ses ouvriers du bénéfice des pensions civiles de retraites qu'il accorde à ses fonctionnaires ; il ne leur a pas créé une situation privilégiée, et les a assimilés aux ouvriers des entreprises privées ; les mineurs de la Sarre sont donc soumis, comme leurs camarades des autres districts, aux prescriptions de la loi des mines, et des lois générales qui régissent les assurances sociales en Allemagne.

Depuis 1880, la volonté persistante des souverains allemands a doté l'Empire d'un ensemble de lois mettant l'ouvrier à l'abri du besoin en cas de maladie, d'accident et de vieillesse ; elles ont créé un droit ouvrier nouveau, qui, au milieu des misères inévitables de la vie industrielle, entoure les malheureux de soins protecteurs et exerce son action bienfaisante sur le développement social, aussi bien des ouvriers que de la nation entière.

Pour montrer l'importance économique de ces réformes, il nous suffira de rappeler qu'à la fin de 1899, 40 millions de personnes malades, blessées, invalides ou leurs ayants droit, avaient été secourues et avaient reçu 2 milliards 1/2 de francs ; de cette somme les ouvriers ont versé moins de la moitié et ont déjà reçu sous forme d'indemnité 3/4 de milliard de plus qu'ils n'ont payé de cotisations. A

l'heure actuelle, on emploie pour les secours de toute nature 1 million environ, par jour ; les capitaux accumulés pour les différentes caisses de secours et de pensions atteignent un milliard, dont plus de 400 millions ont été affectés à la construction de maisons ouvrières, d'hôpitaux, de bains publics et autres institutions bienfaisantes.

Bien avant que les lois d'empire eussent organisé pour toute l'industrie la triple assurance contre la maladie, les accidents et l'invalidité, les mines fiscales de la Sarre avaient créé une caisse de secours destinée à venir en aide aux mineurs malades, blessés ou infirmes.

Quand les lois générales d'assurance furent promulguées, cette caisse de secours fut maintenue sous le nom de « *Saarbrücker Knappschaftsverein* » (Société coopérative de secours) ; elle comprend tous les ouvriers des mines de la Sarre et a pour objet de leur procurer les secours auxquels leur donnent droit la loi prussienne des mines du 24 juin 1865, et la loi sur l'assurance-maladie du 10 avril 1892 ; elle est considérée, en outre, par application de l'article 8 de la loi sur l'invalidité du 13 juillet 1899 comme une caisse spéciale, remplissant pour tous ses adhérents les obligations de l'assurance contre l'invalidité. Elle se charge enfin du service de trésorerie de l'assurance-accident, et assure les relations entre les ouvriers et la corporation minière contre les accidents « *Berufsgenossenschaft* ».

La caisse des maladies est alimentée par les cotisations des ouvriers fixées actuellement à 33 pfennige et 22 pfen-

nige par semaine, suivant que le salaire journalier dépasse, ou ne dépasse pas 3 marks, par un versement égal de la direction, et par divers autres recettes, notamment les ristournes de la caisse des accidents.

La caisse des pensions est alimentée par les cotisations des adhérents fixées actuellement à 1 mark 20 par semaine, par un versement égal de la direction, par les amendes encourues par les ouvriers, par les intérêts des sommes appartenant à la caisse corporative, par les ristournes de la caisse des accidents et les versements de l'assurance contre l'invalidité, notamment les primes allouées par l'Empire.

La caisse des maladies fournit gratuitement à ses adhérents les soins médicaux et pharmaceutiques, des secours journaliers de 1 m. 30 et 2 marks suivant que l'ouvrier a versé 22 ou 33 pfennige par semaine, des allocations funéraires et divers secours extraordinaires lorsque l'état de la caisse le permet.

La caisse des pensions alloue à ses adhérents des pensions d'invalidité et de vieillesse variant de 120 marks à 936 marks par an suivant l'âge et la durée des services de l'invalidé ou du vieillard ; elle accorde en outre aux veuves et aux orphelins des secours variant de 50 à 250 marks annuellement ; quant aux victimes d'accidents, elles sont indemnisées par la corporation minière *Berufsgenossenschaft* dans les mêmes conditions, et d'après les mêmes tarifs que les mineurs des compagnies privées.

L'administration de la société coopérative est confiée à

un conseil de direction assisté de délégués, *Knappschaftsaeltesten*, qui, élus par les ouvriers, sont chargés de contrôler la gestion de la société et d'assurer la stricte observation des statuts.

Le Conseil de direction est composé de 3 membres de la direction des mines, nommés par l'ingénieur en chef du district de Bonn, et de 3 délégués ouvriers, *Knappschaftsaeltesten*, désignés par leurs camarades.

De même que pour la police des mines, le *Knappschaftsverein* est soumis à la surveillance de l'Etat, non point par l'intermédiaire du président de la direction qui représente le Ministre du commerce, mais par l'Oberbergamt de Bonn, qui a la haute main sur la société de secours des mines fiscales aussi bien que sur celles des mines privées.

Le fonctionnement du *Knappschaftsverein* paraît avoir donné toute satisfaction aux ouvriers et n'a pas occasionné de plaintes au cours de ces dernières années.

La direction des mines a d'ailleurs consenti en faveur de son personnel, des sacrifices considérables ; alors que dans l'industrie privée la contribution du patron à l'assurance maladie n'est que la moitié de celle de l'ouvrier, la direction fait à la caisse de secours des versements égaux à ceux des mineurs, et ces versements sont d'autant plus considérables que les statuts prévoient pour les pensions d'invalidité des taux 4 ou 5 fois plus élevés que ceux accordés par la loi aux ouvriers de l'industrie.

Les charges résultant de toutes ces mesures de prévoyance ne laissent pas que d'être considérables. Au cours

de l'exercice 1898-1899, la direction des mines fiscales a versé à la *Knappschaftskasse* 2.498.452 marks ; à la corporation d'assurance contre les accidents 652.724 marks ; et à la caisse d'assurance contre la vieillesse 279.252 marks, soit un total de 3.431.428 marks, auquel il faut ajouter, pour évaluer l'importance des charges sociales, 449.888 marks pour le charbon fourni gratuitement aux mineurs, 60.161 marks pour les écoles, bibliothèques etc., et 72.510 marks pour des primes de construction de 7 à 800 marks allouées aux ouvriers qui désirent se construire des maisons.

Près de 4 millions sont donc consacrés annuellement par la direction aux œuvres d'assistance ; c'est 100 marks par ouvrier, 10 0/0 du prix de revient, dont l'Etat fait ainsi abandon, en vue de soulager les misères de la population qu'il fait vivre.

CHAPITRE VI

REVENDICATIONS OUVRIÈRES.

De même que l'industrie privée, l'Etat n'est pas à l'abri des agitations ouvrières qui apportent périodiquement le trouble dans les entreprises minières.

Pendant longtemps les houillères fiscales avaient joui d'un calme profond, parce que la population très dense de la région fournissait plus d'ouvriers que l'exploitation n'en exigeait ; mais vers 1888, lorsque la demande de charbon devint tout à coup si pressante et que les ouvriers durent faire des heures supplémentaires pour permettre de livrer les commandes, l'agitation se répandit à Sarrebrück comme dans les autres districts houillers.

En Westphalie, sous la pression du gouvernement, les Compagnies minières avaient accordé à leurs ouvriers la limitation de la journée normale à 8 heures de travail ; les mineurs de Sarrebrück crurent pouvoir obtenir de l'Etat exploitant, ce que l'Etat lui-même avait imposé aux Compagnies privées : le 15 mai 1889 une grève éclata, mais la direction de Sarrebrück déclara que la fixation à 8 heures de la durée de la journée de travail était impossible et techniquement irréalisable ; à la fin de mai les ouvriers durent reprendre le pic, après avoir simplement obtenu

la limitation du poste normal à 10 heures ; ils étaient vaincus par le besoin, mais ne se soumettaient qu'à contre-cœur. Leur mécontentement persistant se traduisit par un relâchement dans leur activité et une diminution du travail individuel.

Du 1^{er} mai 1889 au 31 octobre de la même année la production diminua de 162.000 tonnes sur la production de l'année précédente, et cela au moment où l'industrie allemande se développait et augmentait fébrilement ses demandes. Les mineurs se vengeaient.

La situation de l'industrie devenant de plus en plus prospère, les mineurs se sentirent indispensables, et crurent le moment venu d'obtenir la réalisation de leurs revendications.

Le 13 et le 14 décembre la grève éclata sur plusieurs points et le 18 décembre la direction lança une circulaire à ses clients, en vue de dégager sa responsabilité en cas d'insuffisance des expéditions. Heureusement le conflit put s'apaiser et le travail reprit, mais la situation restait tendue, aussi bien à Sarrebrück qu'en Westphalie.

L'industrie tout entière de l'Allemagne fut prise de panique, se croyant déjà privée du charbon qui alimentait ses machines. L'Empereur Guillaume II, qui venait de rompre avec les traditions de lutte à outrance contre le socialisme, caractérisant la politique de Bismarck, crut pouvoir rénover le monde et amener la pacification sociale universelle, de par sa seule volonté. Le 4 février 1890, par un rescrit impérial, il proposa aux différentes

nations de s'entendre pour améliorer le sort des ouvriers. En même temps par rescrit royal, s'adressant aux industriels de Prusse, l'empereur disait : « Je désire qu'en ce qui concerne toutes les mesures de protection et de secours, en faveur des ouvriers, les mines de l'Etat deviennent des institutions modèles. »

En mars 1890 les délégués des différentes nations se rendirent à Berlin, sur l'invitation de l'Empereur ; beaucoup de beaux discours furent prononcés, de belles pensées furent remuées, mais les délégués se séparèrent sans que leurs travaux eussent reçu la moindre sanction.

Toutefois, à la suite de la Conférence de Berlin, l'Etat prussien se décida à faire élire des commissions ouvrières, dont les membres eurent pour mission de faire connaître aux directeurs des mines, les propositions, désirs ou réclamations des ouvriers, et de discuter tout ce qui se rattache aux conditions du travail, aux modifications à apporter aux règlements, et, en général à tout ce qui concerne le bien-être des ouvriers.

Les membres de ces commissions (*Vertrauensmänner*) doivent également remplir le rôle de conciliateurs dans les querelles et litiges des ouvriers entre eux, et en outre faire observer consciencieusement les règlements du travail, ainsi que les prescriptions tendant à protéger le personnel contre les maladies et les accidents.

Les *Vertrauensmänner* sont élus tous les trois ans à raison de 1 par quartier (*Steigerrevier*), comprenant 130 à 150 ouvriers ; sont électeurs les ouvriers âgés de 21 ans

au moins, et ayant travaillé 3 mois aux mines ; sont éligibles les mineurs âgés de 25 ans, et ayant travaillé 5 ans aux mines. Les premières élections donnèrent 220 délégués dont les trois quarts faisaient partie de l'association pour la défense des droits des mineurs ; c'étaient des hommes remuants, opposés à l'organisation fiscale : tous socialistes et socialistes catholiques voulaient la journée de 8 heures, le minimum de salaire et l'institution de la justice arbitrale.

Dès le début, l'administration royale montra la plus grande déférence vis-à-vis des délégués ; il y eut, dans chaque inspection des entrevues fréquentes et de longues discussions. Mais comme toutes ces discussions portaient sur des revendications violentes, impossibles, les demandes des délégués ne reçurent pas satisfaction. La désillusion fut grande, parmi les ouvriers, en voyant qu'il ne suffisait pas de présenter une réclamation pour recevoir immédiatement satisfaction.

Aussi, après une première période de fonctionnement, y eut-il de part et d'autre un vif mécontentement, qui, heureusement s'atténua peu à peu ; malgré les difficultés inhérentes au système, il faut reconnaître que l'échec ne fut pas complet. Les entrevues fréquentes entre directeurs et délégués firent connaître les réclamations du personnel, et contribuèrent à faire pénétrer des idées plus saines parmi la population minière.

Les rescrits de l'Empereur, et la création des délégations furent impuissants à ramener les mineurs au calme.

Depuis la grève de 1889 les ouvriers avaient pris officiellement une attitude très déferente vis-à-vis de leurs chefs et de leurs ingénieurs, mais, en fait, presque tous les ouvriers s'affilièrent à l'*Association pour la défense des droits des mineurs*, qui arriva à compter 25.000 membres dans la région.

Le 3 août 1890, dans une réunion tenue à Bildstock, on décida l'envoi de délégués au Congrès général minier de Halle. C'était la première fois que les ouvriers de Sarrebrück faisaient officiellement acte d'adhésion au parti socialiste. Il y eut dans la réunion un seul opposant, un lorrain annexé, qui chercha à démontrer aux auditeurs qu'il valait mieux s'appuyer sur l'Empereur que sur les agitateurs socialistes. Sa voix ne fut pas écoutée, et à l'unanimité, chacune des inspections décida la nomination d'un délégué.

Après le congrès de Halle, l'association pour la défense des droits des mineurs, continua à resserrer ses liens et s'efforça de recruter de nouveaux adhérents. Grâce à elle, les revendications des mineurs se font jour à nouveau ; ils réclament une fois de plus la journée de 8 heures, l'unification du salaire normal pour chaque catégorie d'ouvriers, la constitution de tribunaux arbitraux pour le règlement des conflits entre direction et ouvriers, enfin ils protestent contre la modification des statuts de la caisse de secours, qui ont dû être mis en harmonie avec les lois générales d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

Toute l'agitation, sourdement contenue, se manifesta le 29 décembre 1890, où Warken, le principal meneur de la grève de 1889, fut libéré après 9 mois d'emprisonnement ; le bureau tout entier de l'association pour la défense des droits des mineurs, se transporta à Trèves pour l'acclamer à sa sortie de prison ; le gouvernement, prévenu, fit transporter secrètement Warken à Sarrebrück ; vaine précaution ! Le pays noir, tout entier, fit à Warken un cortège triomphal jusqu'à sa demeure d'Altenwald ; des souscriptions populaires furent organisées en sa faveur, et produisirent un total de 12.000 marks !

Le chef de grève rentrait triomphant et martyr.

Malgré les efforts de la direction, l'Association étend de jour en jour son influence ; toutes les vexations restent inutiles. On va jusqu'à interdire aux propriétaires des principales salles de réunion de louer leurs locaux à l'association, afin d'empêcher les séances ; peine perdue : l'association décide la construction d'une salle spéciale à Bildstock, près Sarrebrück ; chaque membre doit apporter *deux* briques, et verser un mark. De toutes parts les matériaux affluent, et l'édifice s'élève sous les yeux de l'administration impuissante.

L'année 1891, qui s'ouvre, promet d'être fertile en agitation aussi bien à Sarrebrück que dans les autres districts houillers ; la demande de houille est toujours abondante, et encore une fois les ouvriers se croient maîtres de la situation.

Au mois d'avril, en Westphalie, les mineurs adressent

un ultimatum aux Compagnies, et la grève éclate ; mais les mineurs sont forcés de capituler après deux semaines, sans avoir obtenu aucune concession.

L'exemple entraîne la Sarre ; l'association pour la défense des droits des mineurs, présente à l'administration les demandes suivantes :

Réembauchage des ouvriers renvoyés en 1889 ;

Réduction de la journée à 8 heures ;

Augmentation des allocations de chauffage ;

Engagement de ne pas envoyer de charbon dans les autres districts en grève.

Dans le cas où cet ultimatum ne serait pas accepté, la grève générale est décidée pour le 10 mai.

Sur ces entrefaites la grève générale éclate en Belgique, et sans plus attendre les mineurs de Sarrebrück cessent tout travail.

Le 11 mai, la direction déclare refuser de discuter avec d'anciens ouvriers renvoyés, et met son personnel en garde contre le renvoi immédiat en cas d'insubordination. Le 21, elle informe son personnel, par voie d'affiches, que les ouvriers, malgré tous avertissements, ayant rompu le contrat de travail, tout ouvrier n'ayant pas repris le travail le 25 mai sera définitivement congédié.

En même temps, tous les membres de la délégation qui avaient soumis les réclamations à la direction furent renvoyés.

Cette attitude énergique du gouvernement porta ses fruits : le 25, tous les mineurs reprirent le travail, sen-

tant que l'administration royale était bien décidée à exclure définitivement tous ceux qui ne rentreraient pas ; mais le conflit n'était que momentanément apaisé.

Au cours de 1892, le gouvernement porta à la connaissance des ouvriers le règlement type, rédigé en application de la loi nouvelle des mines du 24 juin 1892. Les agitateurs socialistes ne laissèrent pas échapper une aussi belle occasion, et excitèrent les mineurs toujours sourdement hostiles depuis deux ans.

Le 8 décembre, les mineurs répondent en masse à l'appel de leurs chefs, et dans la grande salle des séances de Bildstock, ils votent la grève générale pour le 1^{er} janvier 1893, dans le cas où l'administration refuserait de tenir compte des amendements au nouveau règlement, proposés par l'association. Un comité d'organisation de la grève, composé de 5 membres, est nommé par acclamations, avec Warken, pour chef : Warken, l'ancien prisonnier de Trèves, le martyr de la cause des mineurs.

Le comité ne tarde pas à se mettre à l'œuvre, et intervient ouvertement dans tous les centres miniers en vue de propager l'agitation.

Le 28 décembre, dans une réunion tenue à Bildstock, la grève générale est décidée pour le 29 ; toute la nuit des émissaires parcourent le pays et le 29 au matin 7.000 hommes sur 30.000 manquent au travail ; le lendemain et les jours suivants, la situation s'aggrave. Les grévistes décident de donner tous pouvoirs au bureau de l'association pour la défense des droits des mineurs, à l'effet de traiter

avec les autorités minières et défendre toutes les revendications récemment présentées à l'administration, et toutes celles qui pourraient être ajoutées ultérieurement à la suite de décisions nouvelles des délégués ouvriers.

Peu à peu la surexcitation grandit; le 30 décembre une troupe de mineurs avinés se dirige vers le puits d'aérage de la mine Maybach, brise les portes, et met hors de service le ventilateur et les chaudières; de nombreux ouvriers non grévistes sont blessés, les grévistes font usage de leurs revolvers.

Dans les premiers jours de janvier, la cessation de travail est presque complète.

En présence de la gravité de la situation, la direction prend des mesures énergiques. Warken, le chef du Comité de la grève, est arrêté, et la direction fait afficher qu'aucune dénonciation du contrat de travail n'ayant eu lieu, les ouvriers n'auront à s'en prendre qu'à eux des conséquences de leur conduite; en même temps elle prend ses dispositions pour protéger aussi efficacement que possible les ouvriers qui désirent travailler, et se refuse d'une manière absolue à entrer en négociation avec les chefs du mouvement.

Ne pouvant discuter avec la direction, les grévistes se décident à envoyer une délégation auprès du gouverneur de la province à Coblenz, qui refuse de les recevoir sous prétexte qu'elle n'est pas composée de vrais ouvriers, et qu'elle vient l'entretenir de réclamations et de plaintes

que les autorités minières sont seules à même d'apprécier.

En même temps, la direction prononçait définitivement le renvoi par bulletins individuels de 500 ouvriers environ, et en avertissait 2.000 autres que l'état du commerce ne lui permettait pas de leur donner du travail actuellement.

Cette attitude intransigeante sema le découragement parmi les grévistes. Voyant la direction bien décidée à ne faire aucune concession et à exiger la reprise du travail avant d'examiner leurs revendications, les mineurs recommencèrent peu à peu à travailler ; le 16 janvier, le nombre des grévistes n'était plus que de 2.800, et le 17, le personnel était presque au complet.

Plus de 500 ouvriers étaient définitivement exclus par la direction, et 2.000 renvoyés provisoirement. La direction, soutenue en tout point par l'Administration, avait encore une fois obtenu gain de cause.

Que les temps étaient changés depuis le jour où l'empereur, recevant les délégués des mineurs de Westphalie, en pleine période de grève, leur faisait espérer une transformation de l'état social !

La rigueur de l'Administration porta ses fruits. Depuis cette dernière grève, le calme n'a plus été troublé dans le bassin de Sarrebrück.

L'avènement de l'empereur Guillaume, son désir de paraître l'apôtre de la pacification sociale avaient fait naître au cœur des ouvriers, certaines espérances bien vite dé-

ques ; le souverain ayant changé l'orientation de sa politique intérieure et ayant manifesté sa ferme intention de couper court à tous les troubles, les mineurs, avec l'esprit de discipline qui caractérise leur race, se sont soumis, et les grèves n'existent plus qu'à l'état de souvenir.

CHAPITRE VIII

ORGANISATION COMMERCIALE.

La direction des mines royales de Sarrebrück alimente non seulement toute l'industrie de l'Allemagne du sud, mais encore elle envoie ses houilles à l'étranger, dans l'est de la France, en Suisse et même jusqu'en Italie et en Autriche.

En Prusse et en Bavière rhénane, elle jouit d'un véritable monopole de fait, parce qu'elle dispose des 9/10 de la production du bassin houiller ; en Alsace, dans le pays de Bade, en Würtemberg et en Suisse, elle règne presque sans partage, malgré les efforts constants du syndicat westphalien, qui essaie de mettre à profit les améliorations progressives de la navigation sur le Rhin, pour le transport de ses houilles.

Dans l'est de la France, elle lutte victorieusement contre les mines du Nord, du Pas-de-Calais et de la Belgique, sur lesquelles elle a l'immense avantage de la proximité.

Cette richesse, cet « or noir » qui se répand dans le pays, amène un développement extraordinaire de toutes les industries ; non seulement le fisc en retire de superbes bénéfices, mais la richesse nationale allemande s'en accroît. Forges, verreries, usines, surgissent de toute part, et l'exportation vers la France, qui variait entre 40 et 50 0/0

de la production avant 1870, diminue graduellement au profit des pays rhénans qui grandissent. En 1898-1899 elle n'est plus que de 6,91 0/0 ; l'Allemagne se réserve la plus grande partie, 80 0/0, de la houille des mines royales. Les exportations en 1898-1899 sont inférieures à ce qu'elles étaient en 1869 ; quant à l'exportation du coke elle tombe de 50 0/0 à 2,72 0/0 de la production, bien que la fabrication ait passé, depuis 1869 de 377. 417 T. à 882.173 T.

Ce sont les hauts-fourneaux allemands qui dévorent le coke brûlé autrefois par les forges de France.

Pendant l'année budgétaire de 1898-1899 la production de houille s'est élevée à 8.816.605 T. dont 872.465 ont été consommées par les besoins des mines et 1.722.391 transformées en coke. Les expéditions vers les divers pays se sont réparties de la manière suivante :

Allemagne.				
Destination des charbons	Charbons en tonnes	0/0	Coke en tonnes	0/0
Prusse, 1898/99.....	1.830.723	29.42	708.683	80.32
» 1869.....	645.333	24.5	159.643	42.3
Allemagne du Sud, 1898-99...	2.254.437	36.24	14.640	1.66
» » 1869.....	634.766	24.1	31.385	8.3
Alsace, 1898/99.....	1.001.614	16.10	134.960	15.30
Total pour les pays alle- mands, et annexés 1898/99.	5.086.774	81.76	858.283	97.28
» » 1869...	1.208.099	48.6	191.028	50.6
Étranger.				
France, 1898/99.....	429.980	6.91	13.085	1.48
» 1869.....	1.192.649	45.3	178.965	47.4
Suisse, 98/99.....	620.148	9.97	10.720	1.22
» 1869.....	140.128	5.3	1.382	0.4
Luxembourg, 1898/99.....	49.167	0.79	166	0.02
» 1869.....	20.210	0.8	6.042	1.6
Autriche.....	12.370	0.36	10	
Italie.....	13.310	0.21		
Total des expédi- 1898/99.	1.134.975	18.24	23.980	2.72
tions à l'étranger. 1869.	1.353.250	51.4	186.389	49.4

Au cours de l'exercice budgétaire 1899-1900, la production augmente encore et monte à 9.169.920 T. dont 6.093.128 T. sont expédiées par chemins de fer, 545.672 T. par voie d'eau, 1.063.662 T. employées à la fabrication du coke, 536.767 vendues au détail, et 907.775 consommées par les mines.

La vente de cette énorme production, dont la valeur dépasse annuellement 80 millions de marks, est centralisée à Sarrebrück par le service commercial sous l'autorité immédiate de la direction.

Toute l'industrie de l'Allemagne du Sud étant tributaire des mines royales, et forcée de s'adresser à la direction pour assurer ses approvisionnements, l'organisation commerciale est restée à l'état rudimentaire et n'a pas été développée, comme elle l'est dans les régions où la concurrence s'exerce librement.

Pendant les premières années de l'administration prussienne, la direction fixait pour un an, par des tarifs publiés officiellement, le prix des houilles. Les grandes industries locales, verreries, forges, briquetteries, tuileries ainsi que les négociants en houilles de la Moselle et du Rhin obtenaient des réductions de cinq, six, quinze et même vingt 0/0, sur les prix fixés par les tarifs officiels.

Un système aussi simple ne pouvait plus être suffisant lorsque la création des chemins de fer permit d'étendre le rayon de vente, et en même temps rendit plus active la concurrence des bassins éloignés. Dès 1854 et 1855, la direction fut obligée de fixer ses prix tous les trimestres,

mais elle revint à l'ancien système de fixation annuelle au cours des années suivantes.

En 1859, la vente devenant de plus en plus difficile, on créa à Sarrebrück le service commercial (*Handels-Bureau*), et des tarifs généraux furent publiés avec l'indication qu'ils seraient valables jusqu'à nouvel ordre. C'était, pour toutes les industries, l'incertitude du lendemain.

En 1862, les prix de faveur consentis aux industries locales furent supprimés, et au cours de la même année, la direction des mines royales s'entendit avec la direction des chemins de fer pour établir des « tarifs combinés » abaissant les prix des houilles proportionnellement à la distance à laquelle elles devaient être expédiées. Ces tarifs eurent le grand avantage de mettre les mines en relation directe avec les consommateurs éloignés. Tandis que, précédemment, la direction n'était en relation qu'avec un petit nombre de clients qui prenaient de gros tonnages pour bénéficier des réductions consenties, elle vit augmenter le nombre des consommateurs qui s'adressaient directement à elle, sans passer par les fourches caudines des intermédiaires. En même temps elle se rendit mieux compte des besoins de la clientèle et de l'importance de la consommation.

Les « tarifs combinés » ne purent être maintenus longtemps parce que les fréquents changements de prix nécessités par la concurrence des autres districts houillers était difficilement compatibles avec ce système ; on revint au système de l'égalité de prix pour tous, mais les relations

directes entre les mines et les consommateurs n'en subsistèrent pas moins depuis cette époque, et le commerce autrefois si actif des négociants de Sarrebrück se réduisit de plus en plus à des affaires de banque et de commission.

Là fixation de prix égaux pour tous les clients, quelle que fût l'importance de leurs achats et la durée de leurs contrats, rendit très difficile à la direction de développer ses ventes à l'extrémité de ses rayons de consommation ; elle se vit obligée, pour maintenir son extraction, de passer des contrats de longue durée et à des prix de faveur avec d'importants acheteurs étrangers, notamment la Compagnie du gaz de Paris. Ce traitement de faveur à l'égard des étrangers souleva de vives critiques.

La direction ne put refuser longtemps les mêmes avantages aux consommateurs indigènes et dès 1865 elle passa des marchés pour une durée déterminée, et à des prix fixés d'avance, avec les clients qui pouvaient recevoir les envois par canaux.

En 1869, cette mesure fut généralisée et d'importants contrats furent passés, tant avec de grands industriels qu'avec des négociants qui s'engageaient à rétrocéder les houilles aux petits consommateurs, moyennant une commission officiellement déterminée. Ces contrats furent conclus au début, pour un an, et pour un tonnage minimum de 1500 tonnes.

Les violentes oscillations des prix qui marquèrent les années 1872, 1873, 1874, montrèrent que la durée d'un an

était trop considérable et en 1874 la direction organisa le système des contrats semestriels, applicable aux clients consommant au moins 150 tonnes par mois, et qui est encore en vigueur aujourd'hui ; la vente aux petits clients dont les besoins sont inférieurs à 150 tonnes fut entièrement abandonnée aux négociants, et intermédiaires, la direction ayant jugé inutile d'avoir dans les différents districts des agents spéciaux pour la représenter en vue de la vente au détail.

A la fin de chaque semestre, la direction fixe, suivant les rayons de vente, le prix des houilles pour les marchés du semestre suivant. Jusqu'en 1898, elle envoyait à sa clientèle la liste de toutes les catégories de ses houilles, avec indications de prix, et le client n'avait qu'à faire son choix. Depuis 1898 la concurrence du syndicat rhénan westphalien s'étant fait sentir avec plus de vigueur, la direction cessa de publier officiellement son tarif, et se borna à envoyer à chacun de ses clients le prix des catégories dont il était preneur pendant le semestre précédent. Elle se réserva ainsi la possibilité de faire des concessions à ceux de ses clients qui pourraient traiter avec les producteurs voisins.

En dehors des fournitures par marchés réguliers la direction fixe les prix du jour suivant les demandes, mais toujours à un prix supérieur à celui des marchés ; elle vend d'après ce tarif modifié au jour le jour, les houilles restées disponibles.

La caractéristique du système est l'égalité pour tous les

acheteurs ; tous paient les mêmes prix, sont soumis aux mêmes règles. Exceptionnellement, des remises sont faites aux industriels qui pourraient s'approvisionner dans la Ruhr, ou aux clients de l'étranger qui pourraient s'adresser aux producteurs français et belges. Mais ces avantages ne sont consentis qu'en période de dépression commerciale.

Par contre, pendant la hausse, la direction maintient à des taux raisonnables ses tarifs de consommation indigène, mais fait payer cher aux étrangers le charbon qu'ils viennent lui demander, lorsqu'elle daigne leur en donner. C'est ainsi que, depuis deux ans, elle a fixé ses prix d'exportation vers la France et vers la Suisse, à 3 ou même 4 marks au-dessus du prix de base adopté pour les pays allemands ; les houilles de première sorte ont été payées par les filateurs et maîtres de forges de Meurthe-et-Moselle jusqu'à 20 marks (25 francs) et plus, tandis que leurs concurrents de l'autre côté de la frontière ne payaient pas plus de 16 marks, à qualité égale.

Là encore, l'exploitation fiscale a protégé l'industrie nationale en remplissant ses caisses de l'argent des concurrents étrangers.

Bien que réservant, en temps de hausse, ses prix les plus modérés à l'industrie locale, la direction des mines royales est loin de donner satisfaction à tout le monde, même en Allemagne. Grâce à son monopole de fait, elle ne craint pas la concurrence, et mène sa clientèle avec la même autorité, le même caporalisme que ses ouvriers. Elle impose à ses acheteurs des conditions très dures,

libre à eux de se pourvoir ailleurs s'ils le peuvent. Les conditions générales de vente stipulent en effet une série de règles, à l'application desquelles la direction tient strictement la main. Elle vend la houille de la même manière que la Régie, en France, ses tabacs. Bon gré malgré, l'acheteur doit consommer ce qu'on lui fournit.

Cette brutale organisation de la vente ne laisse pas que de soulever de sérieux mécontentements parmi les clients ; notamment dans ces dernières années l'irritation des gros consommateurs s'est manifestée à plus d'une reprise. En cas de ralentissement des affaires, les grands et puissants maîtres de forges de la Sarre ne manqueront pas de se mettre à la tête d'un mouvement de réaction, dont les mines royales auront peut-être à supporter les conséquences.

Il est vrai de dire que si la direction mène le public avec le plus grand sans gêne, elle cherche à le préserver des exigences des intermédiaires, qui font souvent payer fort cher aux petits clients le charbon qui leur est indispensable.

A cet effet, la direction exige que chaque commissionnaire lui adresse une feuille de commande indiquant le prix de vente, commission comprise, accepté par le client ; la commission ne doit pas dépasser 0 m. 30 par tonne pour l'Allemagne, et 0 fr. 35 pour la France et la Suisse ; comme sanction, le chef du service commercial a annoncé tout récemment qu'il cesserait de traiter avec tout intermédiaire qui majorerait les prix consentis.

Le fisc, tout en prenant pour lui tous les gros bénéfices et les gros clients, défend donc les petits consommateurs contre les exagérations des négociants ; il évite ainsi, dans la mesure du possible, les inconvénients résultant de la concentration du commerce des houilles en quelques mains, comme c'est le cas à Paris. On ne verrait pas, dans le district de Sarrebrück, des négociants vendant 70 et 75 francs la tonne, les charbons qui rendus dans leurs chantiers reviennent à 50 francs à peine ! C'est cependant la dure nécessité que les Parisiens ont dû subir en 1900.

Dans les autres districts allemands, le public est moins bien protégé qu'à Sarrebrück ; en Silésie, notamment, au cours de l'année 1900, les prix exigés de troisième et de quatrième main ont souvent dépassé la juste mesure. Des commerçants de hasard s'établissaient sans avoir eu antérieurement la moindre connaissance du commerce des houilles, considérant le moment favorable aux bonnes affaires. Ils offraient de tous côtés, à des prix exorbitants, des charbons acquis par des moyens détournés. Les clients effrayés par la disette de combustible se croyaient obligés de passer par leurs fourches caudines. La direction de Sarrebrück a réussi, dans une grande mesure, à supprimer ce genre d'abus et a rendu ainsi un signalé service au public.

Pour la fixation de ses prix courants la direction se base sur la situation commerciale ; lorsque la demande est forte, elle hausse ses prix, et en profite pour augmenter les revenus du trésor ; lorsque la demande se ralentit, elle sait abaisser ses prix tout comme ses concurrents. Aussi les

prix de vente ont-ils subi au cours de ce siècle de larges fluctuations.

Sous l'administration française du commencement du siècle, le prix de la houille était de 40 à 50 centimes le quintal. En 1816, le prix moyen de vente n'était plus que de 5 marks environ par tonne. L'élévation du prix de revient par suite de l'amélioration des salaires entraîna la hausse du prix de vente qui atteignit 7 marks en 1850 ; de 1850 à 1853 les prix restèrent stationnaires, mais s'élevèrent graduellement, à partir de 1854, pour atteindre 9 m. 12 en 1858 pendant l'époque de prospérité commerciale qui marqua, dans toute l'Europe, le commencement du second empire ; après 1858, les prix redescendirent lentement jusqu'à 7 m. 38 en 1864 et subirent quelques oscillations sans importance jusqu'à la crise houillère des années 1872 et suivantes.

Après l'année terrible, le renouvellement des armements, les efforts de chacun pour réparer les pertes subies au cours de la guerre, amenèrent une recrudescence extraordinaire de l'industrie ; partout, en Angleterre, comme sur le continent, la houille fit défaut, et les prix montèrent à des hauteurs vertigineuses. A Sarrebrück le prix moyen de la houille atteignit 16 m. 84 en 1873, et le prix du coke 36 m. 62.

Ces beaux jours furent de courte durée ; une crise intense sévit à partir de 1875. Vers 1879 survint une légère accalmie, mais qui ne put enrayer la crise ; en 1887 et 1888, les prix étaient, relativement aux prix de revient, plus

bas que jamais, lorsqu'enfin les demandes de l'industrie recommencèrent à affluer ; en 1890-91 les prix s'élevèrent notablement, et depuis cette époque, sans rester tout à fait au même niveau, le marché des houilles garda une allure satisfaisante, malgré les dépressions momentanées de 1892-1893 ; en automne 1899 et en 1900 la demande rede-vint subitement plus active. La guerre du Transvaal avait désorganisé le marché anglais ; les énormes transports vers le Cap des troupes et du matériel de guerre, la mobilisation partielle de la flotte, l'activité extraordinaire de l'industrie anglaise chargée de fournir le matériel de guerre, absorbèrent presque toute la production des mines anglaises.

Les industries de certaines régions, et particulièrement des bords de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe durent se soustraire aux prix intolérables des charbons anglais et s'adressèrent aux producteurs indigènes, déjà surchargés de commandes par suite du magnifique développement des affaires métallurgiques et électriques.

Les mines allemandes n'étaient pas en mesure de répondre à cette demande tumultueuse, d'autant plus que les grèves de Bohême et de Saxe venaient de créer de nouveaux vides dans les stocks de l'Allemagne du sud.

La situation devint critique ; le manque d'ouvriers ne permettait pas de développer la production, et la disette de houille ainsi que l'anxiété des consommateurs, étaient telles que les prix auraient pu monter aux taux les plus excessifs, comme en 1873, si le fisc prussien, et le grand

syndicat rhénan westphalien n'avaient donné un magnifique exemple de modération et gardé la plus grande mesure dans la hausse, qui se réduisit à 2 ou 3 marks par tonne pour la consommation indigène, tandis qu'elle atteignit 6 et 7 marks pour les exportations.

Cette hausse semble tout à fait insignifiante si on la compare à la hausse des charbons anglais et belges. A Cardiff, le charbon à vapeur passe de 8 s. 3 d. au début de 1898 à 16 s. en janvier et à 35 s. en août 1900. En Belgique l'Etat achète ses charbons pour locomotives 22 fr. 50 en 1900, alors qu'il les obtenait à 9 fr. 65 en 1898. En Prusse, au contraire, l'Etat les payait 9 m. en 1896 et 11 m. 20 seulement en juillet 1900.

La concentration des houilles en une seule main, soit Etat soit syndicat rhénan westphalien, a donc eu pour effet de régulariser les cours des houilles au grand avantage de l'industrie allemande.

Cette modération se retrouve d'ailleurs dans les opérations de la plupart des cartells qu'ont constitués en Allemagne, au cours de ces dernières années, diverses associations de producteurs.

L'allemand reste modéré ; il ne rêve pas de triomphes bruyants ; il cherche à se garantir par une entente contre les dangers de la concurrence excessive. Les *Cartells* sont des fédérations qui ont pour but la défense d'intérêts communs ; ils n'ont pas un caractère exclusif, et acceptent de nouveaux adhérents lorsqu'ils font preuve de vitalité. Aux États-Unis, en Angleterre et même en France, le

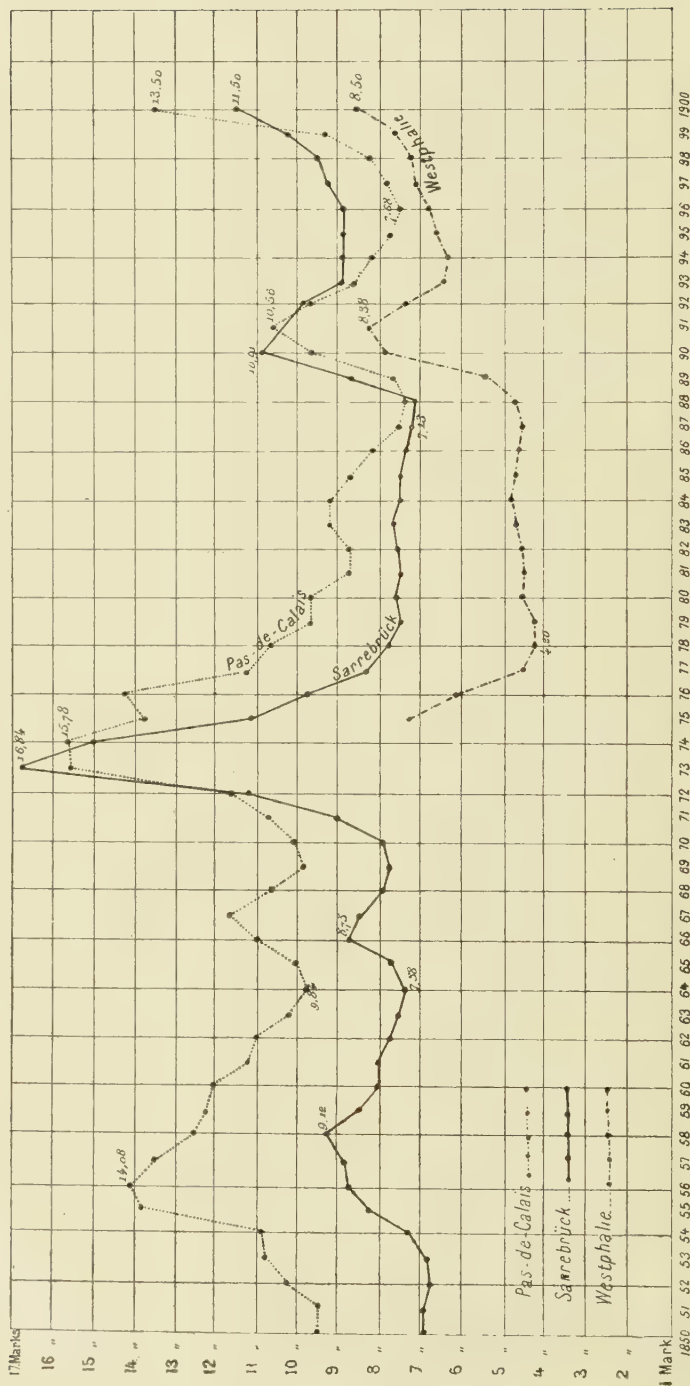
mouvement de concentration qui accompagne le développement actuel de l'activité économique a un caractère tout différent. C'est le *Trust* qui domine, c'est-à-dire l'absorption de tous les droits et de toute l'activité des membres du Trust, par des gérants munis de pleins pouvoirs, la lutte à mort contre toute entreprise nouvelle, le triomphe du concurrent victorieux, *seul* survivant après la lutte.

Alors que les Trusts sont menacés de toute part par les lois, les Cartells reçoivent au contraire l'approbation du gouvernement ; ils répondent à l'organisation sociale et politique de l'Allemagne ; grâce aux habitudes héréditaires de discipline, l'industrie se plie à la création de ligues pour limiter la concurrence ; elle y voit le prolongement de la politique protectionniste et recherche le concours de l'Etat pour diminuer autant que possible la concurrence intérieure et la garantir contre la concurrence extérieure.

De là à l'industrie d'Etat, il n'y a qu'un pas, et c'est ce qui explique le succès des exploitations fiscales, la possibilité pour le gouvernement prussien de réussir dans ses opérations commerciales, qui, pour tout autre gouvernement, seraient une source perpétuelle de soucis.

Prix de vente moyens à Sarrebrück, en Westphalie et dans le Pas-de-Calais de 1850 à 1900 (1).

Echelle de 5 mm. pour un mark.



(1) Les chiffres de 1900 sont approximatifs.

CHAPITRE IX

RÉSULTATS FINANCIERS.

Les dépenses d'exploitation des mines fiscales font chaque année l'objet d'une étude attentive de la part du parlement prussien ; les comptes, comme ceux du budget général, sont arrêtés pour chaque exercice au 31 mars, le début de l'année fiscale étant fixé au 1^{er} avril.

Dès le mois de décembre le ministre du commerce soumet au Landtag un projet détaillé de budget pour les mines et usines domaniales ; le budget prévoit toutes les dépenses courantes, frais généraux, main-d'œuvre, fournitures, dépenses sociales et fixe les sommes allouées à la direction pour les installations nouvelles, dont le devis est annexé au budget.

En même temps que le projet de budget, le ministre remet au parlement un compte rendu sommaire des opérations des mines et usines du domaine au cours de l'exercice précédent.

En se reportant au compte rendu on trouve que les prix de revient, non compris les installations neuves, se sont élevés aux chiffres suivants par tonne extraite :

Années budgétaires	Prix de revient	Années	Prix de revient
83/84	5,73	92/93	8,03
84/85	5,75	93/94	7,29
85/86	5,58	94/95	7,13
86/87	5,61	95/96	6,94
87/88	5,43	96/97	6,85
88/89	5,46	97/98	6,87
89/90	6,70	98/99	7,14
90/91	7,98	99/1900	7,51
91/92	8,39		

Conformément à la loi générale que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, les prix de revient ont subi les fluctuations de la prospérité industrielle. En temps de hausse, ils se sont élevés ; en temps de baisse, ils sont descendus, la direction demandant aux ouvriers un effort plus considérable lorsque le charbon se vend mal, qu'en période prospère.

Le crédit spécial de premier établissement est assez maigre en général ; il n'a pas dépassé 30 pfennige par tonne au cours de ces dernières années. Aussi la direction des mines a-t-elle pris pour règle de ne compter au premier établissement que les dépenses de matériel et d'installations spéciales, telles que acquisitions de ventilateurs, machines d'extraction, machines électriques, chaudières, etc. ; toutes les autres dépenses telles que fonçage de puits ou autres travaux en régie que les sociétés particulières portent à leur compte d'actif immobilisé, sont comptées par la direction comme frais d'exploitation courante.

Ce procédé de comptabilité a l'inconvénient grave de

masquer les travaux d'aménagement et d'en rendre le contrôle impossible au Parlement. Les directeurs restent maîtres de faire ou de ne pas faire les dépenses que comporte le développement de la production ; en matière de mines, une pareille indépendance est dangereuse, et l'Etat prussien pourrait bien en faire un jour la dure expérience. Il est regrettable également que les comptes rendus soient aussi sobres de détails sur les dépenses d'exploitation.

Pour les analyser de plus près, il est nécessaire de se reporter aux budgets eux-mêmes qui ne constituent que des prévisions, mais se rapprochent fort de la réalité.

Prenons par exemple le budget de l'exercice 1896-1897 ; les recettes prévues étaient de 57.153.880 marks pour une vente de 6.207.290 T. de charbon à 8 m. 73 la tonne, et de 54.770 T. de coke à 13 marks la tonne, vente correspondant à une production brute de 7 millions de tonnes en y comprenant les consommations des mines ; les dépenses totales prévues, étaient de 50.533.330 marks (7,22 par tonne), laissant un bénéfice probable de 6.620.550 marks.

En réalité la production s'est élevée à 7.795.314 tonnes, les recettes nettes à 65.374.498 marks, les dépenses à 56.050.412 (7,19 par tonne) et le bénéfice net à 9.324.086. — Les dépenses par tonne ont donc été, en fait, très voisines des chiffres prévus au budget.

Comparons les aux dépenses d'une mine particulière de la même région, dont les conditions générales d'exploitation sont les mêmes que celles des houillères fiscales, bien que la régularité du gisement et la puissance des couches y soient bien moins grandes.

Classées suivant les divisions inscrites au budget, les dépenses se répartissent de la manière suivante.

Dépenses de l'exercice 1896-1897 (1).

MINES FISCALES			SOC. PRIVÉE	
Production brute prévue : 7.000.000.			Prod. de 1896	
			201.745	
	Dépenses totales	Dépense par tonne	Dép. totales	Dépense par tonne
Frais généraux d'administration	Administration, direction, inspecteurs, fonctionnaires de tous grades.....	1.912.100 0.27	147.152	0.73
	Indemnités de logement.....	108.072 0.01		
	Agents divers non titularisés.....	60.900 0.01		
	Frais de voyages et voitures.....	63.740 0.01		
	Frais de bureau.....	152.652 0.02		
	TOTAL.....	2.297.464 0.32	147.152	0.73
Dépenses d'exploitation	Salaires de l'exploitation.....	31.171.850 4.46	970.077	4.81
	Fournitures diverses.....	9.419.620 1.34	171.100	0.85
	Frais de vente.....	1.249.120 0.19	7.960	0.04
	Loyers, achats de terrains, dommages de surface.....	1.012.350 0.14		
	TOTAL.....	42.852.940 6.13	1.149.137	5.70
Dépenses sociales	Secours maladies.....	2.127.100 0.31	78.197	0.39
	Divers.....	58.470 0.01		
	Accidents.....	761.020 0.11		
	Vieillesse.....	235.330 0.03		
TOTAL.....		3.181.920 0.46	78.197	0.39
Total des frais généraux d'adminis- tration, dépenses d'exploitation et sociales.....		48.332.540 6.91	1.374.486	6.82
Installations nouvelles.....		885.850 0.13	660.924	3.28
Constructions nouvelles diverses.....		1.314.940 0.18		
Total des dépenses.....		50.533.330 7.22	2.035.410	10.10

(1) La consommation de charbon des mines ne figure ni dans les dépenses, ni dans les recettes.

En tenant compte du fait que beaucoup de dépenses sont comptées par les mines fiscales dans l'exploitation courante, alors que pour la société privée elles seraient attribuées au compte de premier établissement, on voit que l'Etat, n'ayant à payer ni impôts ni intérêts d'obligations, n'ayant de charges financières d'aucune sorte, exploite plus économiquement qu'une petite société privée ; la centralisation et l'unité de direction lui permet de réaliser d'importantes améliorations techniques ; toutefois, pour tout ce qui a un caractère commercial, achat de matériaux et frais de vente, l'Etat est dans une situation d'infériorité marquée sur l'industrie privée, qui, plus souple, sait mieux profiter des occasions qui se présentent.

Si la comparaison avec une mine particulière de peu d'importance, comme celles qui existent dans la région de la Sarre, tourne à l'avantage de l'Etat, il n'en serait probablement pas de même, si on mettait les exploitations fiscales en parallèle avec les grandes exploitations de Westphalie, où l'initiative privée a réussi à grouper des gisements presque aussi importants que ceux de Sarrebrück.

La comparaison est évidemment délicate parce que les conditions d'exploitation ne sont pas les mêmes dans les deux bassins ; mais il semble bien qu'à difficultés égales les dépenses d'exploitation sont inférieures de 1 mark par tonne dans les grandes mines des bords du Rhin, à celles des mines fiscales.

Prenons par exemple la compagnie des mines de Harpen ; au cours de l'exercice 1896-1897 son extraction a été

de 4.028.137 tonnes. Les frais directs d'extraction se sont élevés à 5 marks 24 par tonne ; les frais généraux d'administration à 0 m. 28, les charges sociales à 0 m. 34, soit au total 5 marks 86, dont il faut déduire 0 m. 30 environ pour la consommation de houille des mines.

Le prix de revient net, 5 m. 56, a donc été inférieur de 1 m. 35 par tonne à celui des mines de l'Etat prussien pendant le même exercice, différence que ne pourrait justifier la dureté plus grande de la houille de Sarrebrück, mais qui paraît due en grande partie à une meilleure organisation de l'exploitation.

BÉNÉFICES DE L'EXPLOITATION.

Jusqu'à présent nous avons vu que l'Etat « Industriel » gérait ses exploitations, vendait ses produits, dirigeait ses ouvriers, à peu près comme un simple particulier, quoique peut-être avec un peu moins de sens commercial ; mais lorsque nous examinerons sa gestion financière, nous trouverons au contraire une différence capitale avec les Sociétés privées.

Le fisc minier, en effet, n'a pas une personnalité juridique et fait partie intégrante du budget général de l'Etat, qui, lui, au contraire, doit être considéré comme un être moral ayant la personnalité juridique, qu'aucune loi ne lui confère, il est vrai, mais que peu d'auteurs lui contestent. Il n'y a qu'un seul fisc prussien, l'Etat, en sa qualité de possesseur de biens (1).

(1) Labaud, *Staatsrecht des deutschen Reiches*. Vol. I, p. 339.

Si l'on distingue des fises spéciaux (la loi elle-même parle du Postfiskus, Marinefiskus, Bergfiskus etc.) ce n'est que pour des raisons pratiques afin de faciliter l'administration des biens et la gestion de la fortune publique, tout comme un commerçant peut ouvrir pour ses différentes entreprises différents livres de comptes.

Il en résulte que l'exploitation du domaine industriel de l'Etat, aussi bien d'ailleurs, des chemins de fer que des mines, a une profonde répercussion sur le budget général dont l'équilibre peut être gravement compromis par les variations inhérentes à toute entreprise industrielle.

L'Etat, en raison de l'unité de son budget, ne pouvant constituer de réserves spéciales, doit fatalement hésiter dans les mauvaises années à recourir à l'emprunt, pour permettre à son industrie de créer l'outillage nécessaire à son développement, alors que précisément il tire de cette industrie les ressources nécessaires à l'équilibre de son budget.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que, depuis plus de 30 ans, malgré les augmentations considérables de la production, le total net des bénéfices annuels n'a guère varié et est resté compris entre 6 et 8 millions de marks, sauf pendant les courtes périodes où la demande exceptionnelle de charbon entraînait l'Etat lui-même à réaliser des bénéfices extraordinaires.

Cette nécessité de régler les dépenses de premier établissement de manière à niveler les excédents de chaque année, a pour conséquence l'obligation fréquente de re-

porter des dépenses indispensables, pour ne pas troubler l'économie générale du budget ; c'est, à notre avis, une grande infériorité de l'exploitation fiscale prussienne, qui ne peut, en conséquence, s'adapter aussi facilement que les sociétés privées aux besoins croissants de l'industrie.

Il faudrait, pour tirer le meilleur parti possible du domaine industriel de l'Etat, rompre avec les traditions de l'unité du budget, et donner au fisc minier une personnalité propre lui permettant de créer des réserves et de faire des amortissements en vue de grands travaux de développement. Cette mesure donnerait une vitalité nouvelle à l'industrie pourtant très florissante du bassin de la Sarre.

Au cours de ce siècle, le gouvernement prussien a d'ailleurs très sagement évité de faire de son monopole de fait un instrument d'oppression fiscale, qui aurait entravé le développement de l'industrie nationale.

Les bénéfices qui, depuis 1816, se montent à plus de 360 millions de marks ne sont pas supérieurs à ceux que réalisait l'industrie privée des bassins houillers voisins, pendant la période correspondante.

Les excédents annuels de recettes, qui étaient de 175.000 marks en 1816, ont progressé graduellement jusqu'à 1 million de marks en 1838, et sont restés stationnaires jusqu'en 1853 ; en 1854 ils se sont brusquement élevés à 3 millions $1/4$ par suite de l'ouverture à la circulation des chemins de fer de la Sarre ; en 1858 ils ont atteint 5 millions ; en 1866, année de l'ouverture du canal de la Sarre, les bénéfices constatés sont de 7 millions $1/2$; après

la guerre de 1870 la poussée violente de l'industrie les fait monter à 20 millions 1/2 en 1872 et 38 1/2 en 1873 ; en 1874 la baisse survient très rapidement et les caisses de l'Etat prussien ne touchent plus que 6 à 8 millions par an, sauf en 1891 où l'industrie minière brille d'un éclat vif mais éphémère. En 1898 la situation redevient meilleure et reste excellente à l'heure actuelle.

*Excédents de recettes réalisés par le fisc prussien
de 1884 à 1899.*

Années budgétaires	Excédent total marks	par tonne marks
1883/84	7.798.618	1.37
84/85	7.215.732	1.35
85/86	7.775.051	1.30
86/87	6.898.098	1.18
87/88	6.576.259	1.08
88/89	8.084.239	1.25
89/90	8.892.313	1.47
90/91	12.546.948	2.03
91/92	7.589.034	1.184
92/93	6.707.005	1.113
93/94	5.914.945	0.958
94/95	6.323.215	0.954
95/96	8.474.314	1.189
96/97	9.324.086	1.196
97/98	12.336.067	1.397
98/99	12.352.262	1.403
99/1900	15.945.316	1.739

Les résultats de l'exercice 1899-1900, qui seront encore dépassés par ceux de l'exercice en cours, ont excité un vif enthousiasme dans le monde politique de la Prusse.

Le ministre du commerce, M. Brefeld, a entretenu à plusieurs reprises le parlement de ses espérances. Se basant sur la progression régulière des bénéfices, au cours de ces dernières années, il célèbre hautement la prospérité des mines fiscales et prévoit un développement rapide de l'extraction qu'il attribue à la bonne gestion de l'Etat.

Nous ne partageons pas entièrement l'optimisme du ministre prussien. Il est incontestable que l'exploitation par l'Etat du bassin de la Sarre a donné dans son ensemble des résultats satisfaisants ; les mines avec leurs puits, leur puissant outillage et les agglomérations ouvrières qui les entourent, constituent un trésor inestimable, tant pour le fisc que pour les industriels de l'Allemagne du Sud, mais nous ne pensons pas que ce soit uniquement à l'exploitation par l'Etat qu'il faille attribuer le haut degré de prospérité que nous leur voyons atteindre.

L'Etat, tout en essayant de procéder en tout et pour tout suivant les méthodes de l'industrie privée, semble avoir eu la main plus lourde que des exploitants particuliers ; ses ouvriers sont menés plus militairement et plus durement, que ceux des mines privées ; leurs salaires, en raison des nécessités budgétaires, n'ont pas été augmentés dans la même proportion que ceux de leurs camarades de Westphalie. Les prix de vente, quoique ne subissant pas de variations comparables à celles qui ont eu lieu en France et

en Angleterre, n'ont pas présenté au cours de ces dernières années une stabilité plus grande que ceux des houilles de Westphalie, où un puissant syndicat, ne groupant que des intérêts privés, a réussi à enrayer les exagérations de hausse et de baisse. L'organisation commerciale du fisc, brutale dans son uniformité, ne donne pas toujours satisfaction à la clientèle qui est facilement rebutée par les exigences draconiennes du fisc. Les résultats financiers, qui se chiffrent annuellement par un bénéfice respectable en raison de l'énorme quantité de houille extraite, sont fâcheusement influencés par les nécessités budgétaires ; l'obligation de maintenir les excédents aussi constants que possible ne permettant pas à l'Etat, au cours des mauvaises années, de consacrer des sommes suffisantes au développement normal de l'extraction. Pendant de longues années, de 1870 à 1890 notamment, l'insuffisance des travaux préparatoires et de l'outillage a entravé la production.

L'industrie privée aurait fait aussi bien sinon mieux que l'Etat.

Aussi ne croyons-nous pas que l'exemple de l'exploitation fiscale de Sarrebrück, qui nous paraît cependant arrivée au plus haut degré de prospérité dont soit susceptible une industrie d'Etat, soit de nature à encourager dès maintenant la France à entrer dans la voie de l'exploitation partielle ou totale des mines par l'Etat.

Les avantages d'une pareille réforme économique seraient trop problématiques pour qu'il soit sage, quant à

présent, d'en courir les risques ; personne n'y aurait un intérêt immédiat.

Les propriétaires, en supposant même leurs mines rachetées sans dépréciation, verraient leurs actions industrielles transformées en valeurs d'Etat, qui, on le sait, ne sont guère susceptibles de plus-value. L'esprit d'entreprise qui pousse éternellement les chercheurs à l'exploration de mines nouvelles, serait entravé dans son essor. Les pionniers de la mine ne seraient plus aiguillonnés par l'appât du gain et cesseraient d'enrichir le pays par leurs découvertes.

Les ouvriers ne gagneraient rien, ni en salaires ni en indépendance, car les nécessités budgétaires ne permettraient pas d'élever leurs salaires au-dessus du niveau normal des salaires industriels ; quant aux grèves et revendications, elles seraient bien moins tolérées par l'opinion publique si les mineurs devenaient ouvriers d'Etat au lieu d'être considérés comme opprimés et exploités par la puissante féodalité financière et industrielle.

L'exemple de l'Etat prussien le prouve bien ; c'est lui qui s'est montré le plus dur, et le moins miséricordieux des patrons ; les mineurs renvoyés en 1893 pour faits de grève sont encore exclus aujourd'hui. Quant aux salaires, ils sont restés inférieurs à ceux de Westphalie où les conditions d'existence sont les mêmes, mais où l'entente des producteurs a permis de réaliser d'importantes améliorations à l'égard de la population ouvrière.

Les socialistes allemands qui savent par expérience ce

qu'on peut attendre des exploitations fiscales, ne réclament d'ailleurs nullement la nationalisation des mines comme leurs camarades français ou belges.

Au Congrès des mineurs allemands tenu à Essen en 1894, la nationalisation des mines, demandée par quelques adhérents, fut repoussée nettement et même rudement. Cette défiance à l'égard de l'Etat propriétaire de mines, se retrouve dans la plupart des publications socialistes allemandes : la *Berg und Hüttenarbeiter Zeitung*, organe du syndicat socialiste des mineurs allemands, s'est élevée, à plusieurs reprises, contre le rachat des mines par l'Etat, déclarant hautement que les ouvriers des mines fiscales n'avaient pas une situation meilleure que celle des mines privées, et que les mineurs devaient s'abstenir de souscrire à une revendication qui tendrait à les livrer au plus puissant des capitalistes, l'Etat, sous sa forme actuelle.

Les bénéfices que les ouvriers retireraient de la transformation de l'industrie des mines en industrie d'Etat semblent donc illusoires.

Quant aux consommateurs, ils ne trouveraient pas dans l'organisation de la vente par l'Etat, à satisfaire la variété de leurs goûts ; le fisc appliquant avec trop de raideur des règles trop strictes et trop uniformes. Certes l'exploitation par l'Etat aurait pour effet de combattre les hausses excessives tout comme les fâcheux avilissements des prix. Mais ce résultat pourrait s'obtenir tout aussi bien par l'initiative privée ; la preuve en est faite par le syndicat rhénan westphalien, qui s'est montré plus modéré

encore que la direction des mines de Sarrebrück lors de la récente crise houillère.

Le contribuable enfin ne verrait guère diminuer ses charges par les bénéfices d'une exploitation fiscale ; car si en apparence les résultats de l'exploitation soit de mines rachetées aux particuliers, soit de mines nouvelles découvertes par les prospections de l'Etat, venaient alléger le budget, il n'en est pas moins très probable que l'ensemble des contribuables devrait supporter les charges supplémentaires dues à l'augmentation de prix de revient inhérente à toute industrie d'Etat.

Le moment ne paraît donc pas venu, pour l'Etat français, d'entreprendre une réforme aussi grave que la reprise de l'exploitation des mines ; l'Etat prussien a été amené par la force même des événements à s'emparer de gisements domaniaux qu'il a conquis, les armes à la main ; il les a gardés après les avoir payés du sang de ses soldats et de l'argent dépensé pendant tant de guerres. Que la France réfléchisse avant de marcher sur ses traces en acquérant les mines à coups de rentes !

Tout autre sera dans l'avenir le rôle de l'Etat lorsque l'épuisement progressif des gisements, l'augmentation de la consommation, créeront une disette de houille, désastreuse pour l'industrie. L'Etat devra assurer l'approvisionnement du pays en combustibles, qui sont pour tous une matière de première nécessité, de même qu'il assure la marche des autres services publics. La création d'un

monopole pour cause d'utilité publique en sera la conséquence et s'imposera sans doute à nos descendants ; mais il est à désirer que le régime de liberté économique soit maintenu tant que les mines françaises ne seront pas sur leur déclin.

CHAPITRE X

LA SITUATION MINIÈRE EN FRANCE.

Jusqu'à l'époque que nous souhaitons lointaine, où la raréfaction des houilles rendra indispensable l'établissement d'un monopole, quelle doit être l'intervention économique de l'Etat dans les exploitations houillères ?

L'examen de la situation minière de la France va nous permettre de répondre à cette question, par laquelle nous terminerons cette étude.

Les années 1899 et 1900 ont vu se produire une disette de houille aussi grave que celle qui a marqué les années 1872 et 1873 ; la rareté et l'élévation de prix du combustible ont pesé lourdement sur les consommateurs et ont suscité, aussi bien dans le public qu'au Parlement, de vives et légitimes inquiétudes.

La France a, de tout temps, consommé plus de charbon qu'elle n'en produit ; mais la différence entre la production et la consommation s'est brusquement aggravée en 1899 et 1900 ; elle constitue une menace permanente pour le pays qui reste soumis à toutes les fluctuations des marchés étrangers.

L'Angleterre, à elle seule, a développé de plus de 1.600.000 T. ses importations qui ont atteint 7.540.000 T.

en 1900 ; la Belgique, qui, depuis plusieurs années, ne semblait plus pouvoir augmenter ses envois, nous a fourni 4.605.840 tonnes de houille et 732.720 tonnes de coke ; l'Allemagne, malgré l'immense augmentation de la consommation intérieure, nous a envoyé 804.700 tonnes de houille et 810.450 tonnes de coke. Plus des 9/10 de notre augmentation de consommation ont été couverts par les importations des producteurs étrangers.

Sans doute, l'administration des mines a toujours cherché à prémunir le public contre l'espoir de voir la France se suffire à elle-même pour sa consommation en charbon(1), En raison de la nature, de la consistance et de la répartition géographique de nos bassins houillers, divers départements ne peuvent être avantageusement desservis que par l'Etranger. On ne peut rien contre les lois de la nature auxquelles il faut savoir se soumettre.

D'autres pays sont encore plus mal dotés que la France ; l'Italie ne possède que quelques pauvres bassins de lignites de médiocre qualité, et la Suisse n'a même pas un gîte de combustible.

Il est néanmoins inquiétant de voir la production de houille rester stationnaire en France, et les prix de vente se maintenir à des taux excessifs, alors que dans les pays voisins ils sont revenus à des taux raisonnables. Cette

(1) Voir notamment les rapports de mai-octobre 1900 de la commission chargée par M.le Ministre des Travaux Publics d'étudier les moyens de rendre la production des mines de houille plus complète et plus active.

situation désastreuse pour les consommateurs se prolongera-t-elle ? ou verrons-nous à bref délai les houilles à des prix rémunérateurs encore pour les mines, mais non écrasants pour l'industrie ? L'étude de la progression de la consommation et de la production au cours de ce siècle nous permettra peut-être de donner une réponse à cette question.

La consommation de houille en France n'a cessé de s'accroître d'année en année ; en 1811 elle était de 864.000 tonnes ; à ce moment l'industrie était peu développée ; la métallurgie se servait presque exclusivement de charbon de bois, et l'absence de moyens de transport économiques ne permettait guère l'emploi de la houille ailleurs que sur les lieux de production.

L'invention des moteurs à vapeur généralisa rapidement l'usage de la houille ; en 1850, à l'époque de la construction des premiers chemins de fer la consommation atteignit 7.225.000 tonnes dont 4 millions $1/2$ provenaient de houillères françaises ; en 1860 elle avait presque doublé et était de 14 millions $1/2$ de tonnes. Après 1860 l'effort industriel de la France augmente encore d'intensité, les traités de commerce favorisent l'exportation des produits de toute nature, et, à la veille de la guerre franco-allemande, la consommation s'élève à 21.432.000 tonnes.

En 1872, commence la reconstitution de notre armement, on répare les désastres de la guerre, et en 1874 on brûle 24.702.000 tonnes.

En 1880, survient l'exécution des grands travaux pro-

jetés par M. de Freycinet ; la consommation de houille, qui est toujours en rapport avec l'activité productrice du pays, monte rapidement et s'élève en 1883 à 32.439.000 tonnes.

Après 1883, les travaux publics qui excédaient notre puissance budgétaire, furent ralentis et l'industrie resta stationnaire pendant quelques années ; aussi le développement de la consommation de la houille fut-il un moment arrêté ; en 1890 elle n'était que de 4 million supérieure à celle de 1883.

En 1890, après l'Exposition universelle, une brusque reprise des affaires la fait monter à 36.853.000 tonnes. A partir de cette date elle oscille jusqu'en 1894, autour de 36 millions de tonnes, puis progresse d'une manière continue, grâce à la période d'extension des tramways et des entreprises électriques ainsi que des grands travaux de Paris, pour atteindre 45 millions 1/2 de tonnes en 1899 et 47 1/2 en 1900.

De 1850 à 1900, la consommation a donc passé de 7.225.000 tonnes à 47 millions 1/2, en augmentation de 558 0/0, ce qui correspond à une augmentation annuelle moyenne de 3, 8 0/0 (1).

Pendant la même période, la production des houillères françaises n'a cessé de suivre un mouvement ascendant plus rapide encore que celui de la consommation, passant

(1) L'augmentation 0/0 annuelle moyenne d'une période de n années, s'obtient par la formule $(1 + a)^n = 1 + A$. A représente l'augmentation 0/0 totale de la même période.

de 4.434.000 à 33.270.000 tonnes en augmentation de 651 0/0, soit une augmentation annuelle moyenne de 4, 1 0/0.

*Consommation et production de la houille en France
par périodes décennales de 1850 à 1900.*

Années	Production française	Augmentation de production			Consomma- tion française	Augmentation de consommation		
		Tonnes	0/0			Tonnes	0/0	
		Moyenne annuelle	Moyenne décennale	Moyenne annuelle		Moyenne annuelle	Moyenne décennale	Moyenne annuelle
1850	4.434.000				7.225.000			
1860	8.307.000	387.300	87	6.4	14.270.000	704.500	97.5	7.0
1870	13.464.000	515.700	62	4.7	21.432.000	716.200	50.2	4.1
1880	19.362.000	589.800	43	3.6	28.846.000	741.400	34.5	3.9
1890	26.083.000	672.100	34	2.9	36.633.000	780.700	27.1	2.4
1900	33.270.000	718.700	27	2.4	47.500.000	1.084.700	29.6	2.6
Moyenne de 1850 à 1900.....		576.000	651 0/0	4.1		805.000	558 0/0	3.8

Il résulte de l'examen de ce tableau que, jusqu'à l'heure actuelle, les efforts incessants des houillères ont permis à la production nationale de se développer proportionnellement plus rapidement que la consommation ; au fur et à mesure que l'industrie voyait croître ses besoins, les charbonnages français ont étendu leurs rayons de vente, et ont lutté pied à pied contre les charbons étrangers dont l'importation est même restée stationnaire de 1890 à 1898.

Malheureusement l'extraction paraît se ralentir. En 1900 la production n'a guère été plus forte que celle de 1899, et 1901 ne semble pas devoir amener une recrudescence de l'activité des houillères. Les divers gisements

de houille actuellement connus en France ont été mis en valeur avec une extrême intensité ; les mines de Saint-Etienne, du Centre et du Midi, ne verront plus augmenter sensiblement leur extraction, si même elles arrivent à maintenir leur importance actuelle ; le Pas-de-Calais et le Nord augmentent encore leur production qui est aujourd'hui de 20.243.000 tonnes, et il y a tout lieu d'espérer qu'ils réussiront à atteindre le chiffre de 30 millions de tonnes, que nous considérons comme le maximum d'extraction compatible avec l'étendue des gisements houillers.

Mais cette augmentation de 10 millions de tonnes sur la production actuelle ne pourra être réalisée que lentement, en raison des difficultés toujours plus grandes du recrutement de la main-d'œuvre, et de la profondeur croissante des puits d'extraction ; il faudra au moins 20 ans d'efforts pour atteindre ce résultat.

En 1910 la production totale de la France semble devoir atteindre 38 millions de tonnes environ, mais à moins de découvertes nouvelles que rien ne fait prévoir pour le moment, elle ne dépassera ce chiffre que très lentement, pour atteindre un maximum de 43 à 45 millions vers 1915 ou 1920.

Pendant que la production progressera péniblement de 500.000 tonnes par an, que deviendra la consommation ?

Comme toujours après les augmentations brusques une réaction se produira ; en 1901 et 1902 la consommation sera très probablement inférieure à celle de 1900 ; mais à moins de cataclysmes industriels qu'on n'est pas en droit

de prévoir, elle reprendra, comme au cours du demi-siècle précédent, son mouvement ascensionnel ; en admettant pour les prochaines périodes décennales une augmentation moyenne annuelle de 700.000 tonnes seulement, inférieure à l'augmentation la plus faible des périodes décennales écoulées, on voit que la consommation sera au minimum de 55 millions en 1910 et de 62 millions en 1920. L'écart entre la consommation et la production ne cessera de s'accroître.

Depuis 1860, à mesure que les voies de transport sont devenues plus nombreuses, les canaux et les chemins de fer mieux aménagés, les houilles indigènes ont pris de plus en plus la place des houilles étrangères, comme le montre le tableau suivant :

Les houillères françaises ont produit :

En 1820.	79	0/0 de la consommation	
» 1830.	74	0/0	—
» 1840.	70	0/0	—
» 1850.	61	0/0	—
» 1860.	55	0/0	—
» 1870.	62	0/0	—
» 1880.	67	0/0	—
» 1890.	74	0/0	—
» 1897.	73	0/0	—
» 1898.	74	0/0	—
» 1899.	74	0/0	—
» 1900.	70	0/0	—

Mais à l'avenir la proportion de houilles françaises en-

trant dans la consommation ne pourra que décroître ; en 1910, elle ne sera vraisemblablement pas de plus de 60 0. 0 et, de plus en plus, la France deviendra tributaire de l'étranger pour ses houilles.

Quelle sera l'influence de cette diminution de la prépondérance des charbons indigènes sur les prix de vente ? Il est à craindre que ce soit la cherté permanente de la houille.

Si nous prenons en effet les prix du charbon en France, c'est-à-dire le prix moyen des différentes qualités de charbon industriel sur le carreau des mines, nous trouvons que de 1830 à 1852, il a varié sur les lieux d'extraction entre 9 et 10 francs ; de 1855 à 1870 il a oscillé entre 10 et 12 fr. 50 et s'est élevé après la guerre franco-allemande, en 1874 et 1875, à 16 fr. 50, pour retomber jusqu'à 10 fr. 42 en 1889 ; à cette époque recommence la hausse ; le prix du charbon se relève et atteint 13 fr. 25 en 1891 pour redescendre ensuite lentement jusqu'en 1896 où il arrive à 10 fr. 84 ; à partir de 1896 les prix, sur les demandes de plus en plus actives de la métallurgie, des chemins de fer et de l'industrie, augmentent de nouveau ; ils atteignent 11 fr. 22 en 1898, 12 fr. 41 en 1899 et 16 francs en 1900 (chiffre provisoire). Ces prix ne sont que des moyennes ; car d'un bassin à l'autre la valeur de la houille varie beaucoup.

Sur les côtes et les régions avoisinantes de la France, les prix suivent très exactement les fluctuations du marché international.

Dans les bassins isolés dont le développement a atteint son apogée comme ceux du midi et du centre, les houilles sont à des taux élevés et ne subissent que très indirectement le contre-coup des variations des charbons étrangers ; depuis 1880 jusqu'en 1898, les prix moyens de la Loire sont restés compris entre 13 et 15 francs, ceux du Gard entre 11 fr. 80 et 13. Dans le Pas-de-Calais et le Nord au contraire, les variations ont eu une amplitude bien plus grande ; les prix ont passé de 9 à 15 francs au cours des 20 dernières années suivant les fluctuations des marchés étrangers. La production des houillères étant supérieure à la consommation des régions immédiatement avoisinantes, les producteurs ont dû écouler le surplus de leur production dans les régions où s'exerce la concurrence étrangère qui est devenue, en fait, le régulateur des prix.

Mais en raison de l'augmentation probable de la consommation, et de l'impossibilité de faire progresser la production aussi rapidement, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais sentiront moins impérieusement la nécessité d'écouler au loin le surplus de leur extraction ; la concurrence deviendra moins vive et, de même que dans la Loire et le Gard, les prix de vente auront une tendance à rester élevés.

Déjà en 1901, alors que les houilles anglaises et belges ont baissé dans des proportions considérables, les mines du Nord et du Pas-de-Calais ont maintenu leurs prix à un niveau presque égal à celui de 1900, et ont ainsi placé

l'industrie française dans une situation d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents étrangers.

Nous ne nous dissimulons pas que cette situation peut avoir les plus graves inconvénients, non seulement au point de vue de l'industrie qui sera grevée de charges excessives par les hauts prix des combustibles, mais aussi pour les houillères elles-mêmes. Elles s'exposent aux plus vives récriminations des consommateurs et l'on peut se demander si les bénéfices exagérés qu'elles réalisent et réaliseront encore ne finiront pas par provoquer des mesures législatives, portant atteinte à la liberté de leur industrie.

Sans doute nous ne pensons pas qu'il soit désirable que l'Etat prenne en main tout ou partie de l'exploitation de houillères, pour le moment, tout au moins : dans un pays comme le nôtre où les passions politiques sont si vives, le rôle de l'Etat, comme chef d'industrie, serait trop délicat pour qu'on puisse lui conseiller de suivre l'exemple de la Prusse. Mais nous voudrions voir les houillères se grouper en associations syndicales comme les houillères de Westphalie, de manière à régulariser les cours et à les maintenir à un taux rémunérateur mais non excessif, qui permette de donner satisfaction au triple intérêt des producteurs, des ouvriers et des consommateurs.

Les houillères ont, jusqu'à présent, reculé devant toute tentative d'association, craignant d'être accusées d'accaparement. Nous ne pensons pas que ni la loi, ni la jurisprudence, ni l'opinion publique, puisse refuser aux produc-

teurs de houille le bénéfice de l'association dont le droit est reconnu aux moindres ouvriers. Une association pour la vente, loyalement et publiquement organisée, ayant en vue non seulement l'intérêt immédiat des houillères, mais songeant aussi à l'avenir et à l'intérêt général, susciterait moins de protestations que la vente libre, profitant presque jusqu'à l'abus de l'obligation où se trouve l'industrie de se servir de houille pour produire la force motrice.

L'Etat resterait toujours maître d'éviter les abus que pourraient entraîner les unions de vente en favorisant par des tarifs spéciaux de pénétration, l'importation des houilles étrangères et en supprimant le droit de douane de 1 fr. 20 par tonne, ce qui mettrait rapidement fin à toute hausse factice.

L'association des houillères permettrait également d'éviter en temps de crise une surproduction inutile. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les réserves de combustible en France ne sont pas illimitées ; dans un avenir qui n'est pas très éloigné, dans une centaine d'années, au maximum, nos gisements, sans être tout à fait épuisés, ne seront plus en mesure de produire, comme aujourd'hui, la majeure partie de la houille consommée. Il serait donc contraire à l'intérêt public bien entendu, de gaspiller nos richesses houillères et de chercher à tout prix à évincer les produits étrangers ; au contraire, plus nous prendrons de houille au dehors, plus nous ménagerons nos réserves, et reculerons le moment où nos petits-enfants se verront privés du précieux combustible.

Les Compagnies françaises ne sont pas limitées dans leur production par la concurrence étrangère, mais bien par les conditions d'exploitation ; l'importation de houille n'est donc pas un mal économique. Toute tonne de charbon étranger consommée en France doit être considérée comme prise sur l'ennemi. Nos voisins, en effet, tout en étant beaucoup plus riches que nous en gisements houillers, verront également leur production décroître un jour : qui sait si, à ce moment, ils n'interdiront pas l'exportation, et alors la France sera heureuse d'avoir encore des réserves de combustible.

Déjà, M. Paul Cambon, notre ambassadeur à Londres, a jeté un cri d'alarme. Dans un rapport de la fin de 1900, il rappelle que depuis les années 1870-1873 où la tonne de charbon choisi valut jusqu'à 55 shillings à Londres, les prix n'étaient pas montés aux taux de 1900 ; l'augmentation de valeur du combustible dont les consommateurs ont dû supporter la charge au cours de cette année atteint 1 milliard 1/2 dont plus de 1200 millions sont restés entre les mains des propriétaires de mines et de négociants intermédiaires. Cette situation a jeté la plus vive inquiétude dans les esprits ; les remèdes les plus divers ont été proposés dont quelques-uns paraissent surprenants venant de pays britanniques : tels que la nationalisation des mines et la fixation des cours par l'Etat ; d'autres insuffisants, tels que la réforme du régime des mines et la diminution des tarifs de chemins de fer.

On a parlé aussi de la restriction de l'exportation. Sans

doute, l'interdiction de l'exportation n'a pas été sérieusement discutée; tout au plus l'accorderait-on en temps de guerre ou de tension politique, l'*Exportation of arms act* de 1900 donnant au gouvernement un droit très étendu à cet effet; mais on a publiquement préconisé la création d'un droit à l'exportation de 5 sh. par tonne. Les conséquences qu'un pareil droit aurait pour la marine marchande de l'Angleterre, qui exporte sous pavillon britannique 30 millions de tonnes, ont seules empêché le public de réclamer impérieusement cette entrave à l'exportation. Mais qui sait si l'Angleterre restera toujours fidèle aux doctrines libérales de Manchester? il viendra peut-être un jour où les usiniers des midlands ne permettront plus au combustible, qui leur fera défaut, de passer la Manche. Cette éventualité est, souhaitons-le, fort lointaine, mais doit néanmoins préoccuper le gouvernement et le législateur (1).

Si, quant à présent, l'Etat n'a pas intérêt à reprendre en mains l'exploitation ou la vente des houilles, il est de son devoir de prévoir et de réaliser les moyens d'assurer à notre industrie le combustible qui lui est indispensable.

A l'extérieur, il faut faciliter les échanges commerciaux et les importations des pays d'outre-mer, qui pourraient

(1) La loi de finances votée en avril 1901 par la Chambre des Communes, à l'occasion des dépenses extraordinaires de l'expédition du Transvaal, frappe la houille d'un droit d'exportation de 1 sh. par tonne, et justifie ainsi nos prévisions.

nous fournir de la houille et alléger le tribut que nous payons annuellement à l'Angleterre, à la Belgique et à l'Allemagne ; déjà la houille américaine a fait son apparition dans nos ports de la Méditerranée. Les frets sont, il est vrai, encore trop élevés pour permettre une importation sérieuse ; mais on se préoccupe de les abaisser par la mise à flot d'immenses navires charbonniers, qui iront chercher dans les ports des Etats-Unis les houilles que produisent si économiquement les Compagnies américaines dans leurs immenses propriétés de la Pensylvanie ou de l'Alabama.

D'autres pays, la Turquie d'Asie par exemple, pourraient aussi, dans l'avenir, nous faire profiter de leurs réserves de houille. Ouvrons la porte à tous ; plus nous aurons de fournisseurs moins nous risquons d'être privés par des inimitiés internationales du précieux combustible sans lequel nous ne pouvons exister.

A l'intérieur, l'Etat a l'impérieux devoir d'appeler l'attention du public sur la prodigalité de la consommation ; tous, nous oublions parfois que la houille est une provision de force léguée par les siècles passés, mais que ne renouveleront pas les siècles futurs. Nos foyers envoient dans l'atmosphère sous forme de fumées des torrents de carbone non brûlé ; nos meilleures machines à vapeur utilisent à peine $1/12$ de l'énergie résultant de la combustion de la houille ! Que le gouvernement par tous les moyens, soit par la voix de ses ingénieurs, soit par les corporations industrielles, soit par les sociétés techniques, prêche l'économie et en donne l'exemple ; qu'en même temps il

encourage la production de la force motrice par les agents naturels pouvant remplacer la vapeur.

La « houille blanche » est abondante dans notre pays ; nos régions montagneuses, notamment le Dauphiné, sont largement pourvues de chutes d'eau, qui peuvent produire des milliers de chevaux-vapeur et alimenter toute l'industrie du sud-est de la France grâce aux incessants perfectionnements des moteurs électriques. Une réglementation judicieuse enlevant au propriétaire du sol et concédant temporairement la jouissance des chutes d'eau aurait pour effet de permettre l'utilisation de forces immenses, qui, actuellement, se perdent sans profit pour personne.

Enfin l'Etat devrait, dans la mesure où ne peuvent le faire des particuliers, aider à l'augmentation de la production soit en coopérant à l'exploration industrielle des bassins connus, soit en procédant à la recherche de bassins ou de prolongements de bassins non encore reconnus.

L'administration l'a déjà fait en d'autres temps ; pendant tout le gouvernement de juillet, l'Etat a procédé à des recherches de mines, ou a subventionné des recherches commencées sous son inspiration ; aucune n'a abouti, il est vrai, mais peut-être parce que l'administration s'était réservé les explorations les plus aléatoires ; maintenant que les procédés d'investigation scientifique sont plus parfaits, que le service de la carte géologique détaillée de la France a poussé si loin l'étude des terrains qui composent notre sous-sol, les explorations auraient des chances plus

sérieuses de succès, et l'État pourrait entreprendre des recherches comme celles du prolongement en France du bassin de Sarrebrück, dont la découverte aurait une influence si heureuse sur la métallurgie de nos départements de l'Est, mais qu'aucun particulier n'ose exécuter en raison de l'importance des capitaux à risquer.

Si l'économie dans la consommation et la recherche de nouveaux bassins doivent à juste titre préoccuper l'administration, l'économie dans la production est non moins importante.

On peut se demander s'il ne serait pas utile que l'Administration se préoccupât plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, des conditions économiques de l'exploitation des mines, notamment du développement des travaux préparatoires et des installations générales.

La question est fort délicate en droit et en fait, comme l'a fait très justement remarquer le conseil général des mines dans son rapport au Ministre des Travaux publics du 22 octobre 1900.

En droit, l'article 50 de la loi des mines de 1810 ne permet à l'Administration d'intervenir que pour la conservation de la mine, la sûreté de la surface, et la sécurité du personnel ; l'article 49 donne, il est vrai, à l'Administration le droit de prononcer la déchéance du concessionnaire dans le cas où l'exploitation serait restreinte de manière à inquiéter les besoins des consommateurs, mais il ne nous paraît pas soutenable que l'Administration puisse se prévaloir de cette prescription pour intervenir dans la con-

duite des travaux, sauf dans certains cas tout à fait exceptionnels.

En fait, l'intervention administrative risquerait d'être inopportune ; pour agir efficacement, l'Administration serait amenée à se substituer continuellement à l'exploitant, à refaire de l'industrie extractive une industrie d'État, à revenir au régime qui existait en Allemagne jusqu'au milieu du XIX^e siècle et qui y avait paralysé tout progrès ; pour obtenir les merveilleux résultats qui étonnent le monde, l'Allemagne a justement abandonné la tutelle étroite de l'Administration, pour adopter la *Bergbaufreiheit*, c'est-à-dire la liberté économique et industrielle la plus complète.

Aussi sommes-nous convaincus que le meilleur garant de l'économie dans l'exploitation, est l'intérêt même de l'exploitant. Mais il faut pour cela qu'il ait confiance dans l'avenir, qu'il n'ait d'autre souci que d'exploiter sa mine en bon père de famille et qu'il ne songe point à faire de son industrie une spéculation brillante, mais éphémère.

La sécurité et la perpétuité de son exploitation sont indispensables, et il est du devoir de l'État de les lui assurer.

Toute tentative de limitation dans la durée des concessions aurait pour effet certain le gaspillage ou la ruine. Que de fois n'a-t-on pas parlé de directeurs de Sociétés de mines, qui, voyant approcher le terme de leurs fonctions, se sont abstenus, dans les dernières années de leur

gestion, d'exécuter les travaux d'entretien et de réparation indispensables, afin de distribuer aux actionnaires les bénéfices obtenus par cette désastreuse économie et provoquer des hausses factices en vue de spéculer sur les titres. Croit-on que pour un concessionnaire sur ses fins la tentation soit moins forte ? Pour ne pas s'exposer à travailler en pure perte pendant les dernières années, il restreindra l'extraction aux couches déjà explorées, négligera les couches les moins riches, qui seront irrémédiablement perdues par suite de l'affaissement des galeries abandonnées à elles-mêmes, évitera toute dépense nouvelle d'aménagement et ne laissera à l'État que des ruines dont il ne serait possible de tirer parti qu'au prix de lourds sacrifices.

On objecte que la limitation est de règle pour les travaux publics (canaux, chemins de fer, docks, etc.).

Mais tout est différent pour la mine : la nature, les conditions, les risques de l'entreprise. L'ingénieuse combinaison, qui assure à l'État la propriété des grands ouvrages publics dans un avenir relativement prochain, repose sur un calcul d'amortissement ; on évalue aussi exactement que possible la durée et la dépense probable des travaux ; on suppose ce que l'entreprise pourra rapporter et l'on établit avec ces données le temps qui sera nécessaire au concessionnaire pour se rembourser avec bénéfice ; la durée de la concession est fixée en conséquence.

Mais dans les mines le compte de 1^{er} établissement n'est jamais clos ; tous les jours, des travaux nouveaux et

imprévus deviennent nécessaires ; tous les jours de nouveaux capitaux doivent être engagés sans qu'il soit possible de les évaluer même approximativement, par avance.

Le terme qu'on assignerait aux concessions serait donc forcément arbitraire ; une concession de mines, temporaire, ne serait qu'un jeu de hasard.

Que l'État par une réforme prudente et mûrement réfléchie de la loi des mines se réserve une part plus importante dans les bénéfices des concessionnaires futurs, et établisse des règles plus précises pour la fixation des redevances proportionnelles ; que l'État rachète même quelques mines pour en tenter l'exploitation directe, si l'avenir doit rendre cette expérience indispensable, personne ne saurait y voir d'objections sérieuses ; mais avant tout, il ne faut point laisser périliter le principe même de la loi de 1810 ; la mine doit rester une propriété perpétuelle aussi solide, aussi sûre, que la propriété de droit commun.

C'est la condition vitale de la prospérité de l'industrie des mines que le maintien de ce principe dans toute son intégrité.

C'est le vœu que nous a inspiré l'expérience pratique des mines, et que nous exprimons hautement en terminant cette étude.

Vu :

Le Président de la thèse,
M. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Répartition des ventes. Bureau de vente.
Variations des prix de vente depuis le commencement du siècle.

CHAPITRE IX. — Résultats financiers 83

Dépenses d'exploitation. Prix de revient. Travaux neufs. Bénéfices. Avenir des mines de Sarrebrück. Avantages et inconvénients des exploitations fiscales. Conclusions critiques.

CHAPITRE X. — La situation minière en France. 98

Consommation et production. Rôle économique de l'Etat en matière d'exploitation.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
